



La contre-attaque de Saâdani face aux redresseurs du FLN

## Evaluation ou purge ?

Les choses s'accroissent au Front de libération nationale à l'approche de la rentrée sociale et politique, la dernière avant le grand rendez-vous des élections législatives de 2017.

Page 2

Inondations à Tamanrasset

## 2 morts et des dégâts matériels

Page 2



Par Saâd Taferka

J amais, sans doute, au cours des 20 dernières années, la problématique du recouvrement des impôts n'a imposé ses impératifs et ses règles comme elle est en train de le faire depuis une année. Le Premier ministre, les ministres, les directeurs centraux, les

## Le phénomène augmente en été

# Travail des enfants, un drame au quotidien

Dans les grandes villes ou dans les régions reculées du pays, le travail des enfants est une réalité. Malgré le discours positif des responsables et les chiffres relativement rassurants, on ne peut que parler de phénomène tant qu'il y a encore un seul enfant qui travaille.

Page 4



Fin de l'anarchie ?

## Traque des gardiens illégaux de parkings

Page 3



Prochaines discussions à Alger sur une stabilisation du marché pétrolier

## L'Arabie Saoudite ira-t-elle jusqu'à réduire sa production ?

Finalement, il ne sera pas uniquement question de réunir les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) en marge du 15<sup>e</sup> Forum mondial de l'énergie en septembre prochain, mais aussi les discussions seront élargies aux pays non membres.

Page 4

Recouvrement des impôts en temps de crise

## La diversification des ressources, un impératif

walis et les différents services déconcentrés, chaque partie de la pyramide institutionnelle s'est mise dans la nouvelle logique de chercher à faire rentrer l'argent dans les caisses de l'Etat. La crise financière qui souffle sur l'Algérie depuis deux ans a imposé une autre manière de réfléchir dans un contexte où les recettes pétrolières se sont réduites de plus de la moitié par rapport à la dernière année «faste», celle de 2013.

Les quatre réunions régionales des walis, sous la présidence du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales ont eu pour un des principaux axes de réflexion, l'optimisation des recettes fiscales, particulièrement au niveau des communes. Le ministre a fait savoir que

les communes ne devraient plus compter sur le budget de l'Etat pour booster le développement local. Elles doivent redoubler d'ingéniosité afin de valoriser leur patrimoine et canaliser la fiscalité locale.

De son côté, l'ancien ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, avait développé, au printemps dernier, une multitude d'activités avec les différentes administrations et tous autres acteurs concernés afin de les sensibiliser au nouvel enjeu lié à la collecte d'impôts et la répartition judicieuse de la fiscalité. «Il ne faut pas que des Algériens et des Algériennes restent en dehors de la citoyenneté fiscale», a soutenu l'ancien ministre.

Page 5



## La contre-attaque de Saâdani face aux redresseurs du FLN

# Evaluation ou purge ?

Les choses s'accroissent au Front de libération nationale à l'approche de la rentrée sociale et politique, la dernière avant le grand rendez-vous des élections législatives de 2017.



Par M. Ait Chabane

La fronde qui a repris de plus belle ces derniers jours, nourrie par l'absence prolongée du secrétaire général du vieux parti, Amar Saâdani, se heurte toujours à l'intransigeance d'une direction nationale qui ne voudrait aucunement lâcher prise face à une contestation de plus en plus importante. Ainsi, en guise de réaction immédiate au conclave du mouvement de redressement qui s'est réuni mercredi dernier dans la ville balnéaire de Ténès (Chlef), le Bureau politique du FLN, sous l'impulsion de Saâdani, a annoncé, jeudi dernier, une prochaine évaluation des élus. C'est Ahmed Boumeahdi, membre du Bureau politique (BP) chargé des wilayas du Centre et des syndicats, qui en a fait l'annonce dans un

communiqué très laconique et sans donner davantage de détails sur cette opération aussi surprenante que suspecte. L'évaluation des élus, selon le communiqué, s'effectuera sur trois niveaux ; les kasmass, les mouhafadhas et au niveau national sous l'égide du BP, mandaté expressément par Amar Saâdani. «Le FLN aspire, à travers cette opération d'évaluation, à une bonne préparation des prochaines échéances électorales, locales et législatives de 2017», note brièvement le même communiqué. Cependant, il s'agit bel et bien d'une stratégie de défense que celle adoptée en urgence par la direction nationale du vieux parti, plus que jamais confronté à la contestation des redresseurs. Les observateurs perçoivent à travers cette opération d'évaluation des élus une simple

opération de purge dans rangs du FLN, afin d'évincer les militants et les cadres qui se sont alignés sur la position des contestataires de l'actuel patron du parti. Autrement dit, la direction du FLN envisage d'«assainir» ses structures à tous les niveaux, notamment à la base, dans la perspective d'étouffer toutes voix contestatrices et évacuer toute forme de rébellion qui déstabiliserait le parti à l'approche des élections législatives et locales de 2017. Qu'à cela ne tienne, les choses ne resteraient pas vraisemblablement à ce stade, au vu de la montée au créneau des contestataires de tous bords. En plus du mouvement de redressement mené par Abderrahmane Belayat et l'initiative dite des «14» personnalités historiques, une autre fronde latente couve au vieux parti. Cette dernière, la

plus sérieuse semble-t-il, serait l'œuvre de l'ex-SG du FLN, Abdelaziz Belkhadem, qui est en train d'effectuer un travail de fourmi pour reprendre les rênes du parti et destituer Amar Saâdani. L'ex-chef de gouvernement qui n'a toujours pas digéré son éviction de la tête du FLN sur un coup de force de Saâdani, suite à la disgrâce dont il avait été l'objet par la présidence de la République, en attendant de fédérer les rangs de tous les groupes de contestation, a multiplié ses sorties discrètes sur le terrain pour rallier le maximum de partisans à sa cause et réussir son grand come-back à la tête du FLN. En attendant donc le retour de Saâdani, disparu de la scène, les choses s'accroissent effrénément augurant d'éminents changements au sein du plus grand parti politique algérien. **M. A. C.**

## Feux de forêts

# Une moyenne de 18 foyers d'incendies par jour enregistrée depuis le 1<sup>er</sup> juin

Les feux de forêts font ravage. La direction générale des forêts a enregistré 1 312 foyers d'incendies durant la période allant du 1<sup>er</sup> juin au 10 août 2016, soit une moyenne de 18 foyers par jour, est-il indiqué dans un bilan rendu public.

La direction générale des forêts précise que depuis le 1<sup>er</sup> juin, ces foyers ont parcouru une superficie totale de 8 018 ha, soit une moyenne de 6,11 ha par foyer, dont 2 842 ha de forêts, 2 307 ha de maquis, et 2 869 ha de broussaille.

La même source fait savoir que pour cette dernière semaine 254 foyers (une moyenne de 36 par jour) se sont déclarés et ont parcouru une superficie de 1 283 ha, dont 667 ha de forêts, 283 ha de maquis et 333 ha de

broussaille.

Concernant les wilayas les plus touchées par les feux, le bilan fait ressortir Béjaïa en tête avec un total de 1 856 ha parcourus par 89 foyers, suivie de Sidi Bel Abbès, avec 795 parcourus par 64 foyers, Boumerdès, Souk Ahras, Tlemcen, Tizi Ouzou, Jijel, Blida, Médéa, et Biskra.

En termes du plus grand nombre de foyers, Jijel et Blida tiennent le haut du pavé avec respectivement 131 et 110 foyers enregistrés, alors que le bilan par région place l'Est en première position avec 4 013 ha parcourus par 508 foyers, suivi par le Centre avec 2 435 ha parcourus par 581 foyers et enfin l'Ouest avec 1 570 ha parcourus par 223 foyers.

La direction des forêts souligne toutefois, que «comparativement à la même période de l'année 2015, il avait été enregistré 1 217 foyers ayant parcouru une superficie totale de 9 730 dont 4 037 ha en forêts».

A cette occasion, la direction des forêts, tout en rappelant que «le dispositif de prévention et de lutte mis en place depuis le 1<sup>er</sup> juin 2016, sera maintenu jusqu'à la fin de la campagne, prévue le 31 octobre 2016, lance un «appel aux citoyens pour, notamment aux populations riveraines, d'observer plus de vigilance et d'apporter leur contribution sur le plan de l'alerte et de la prévention» et ce, eu égard aux risques persistants durant cette période

**N. B.**

## Selon un rapport établi par le parlement du Royaume-Uni

# Les femmes musulmanes, les plus économiquement défavorisées

Les femmes musulmanes sont la catégorie la plus économiquement défavorisée dans la société britannique, selon un rapport établi par le Parlement du Royaume-Uni, qui fait état d'une réelle discrimination de la société à l'égard de la femme musulmane.

«Les femmes musulmanes vivant au Royaume-Uni sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage et à la recherche d'un emploi que les femmes en général, et plus de deux fois plus susceptibles d'être économiquement inactives», a constaté le rapport du comité parlementaire, femmes et égalités, publié jeudi sur le site Web du Parlement.

Selon le comité, de nombreuses femmes musulmanes au Royaume-Uni font face à trois obstacles dans leurs perspectives d'emploi, du fait qu'elles soient «femmes, appartiennent à une minorité ethnique et sont musulmanes».

Le rapport ajoute que «la principale cause des difficultés à trouver un emploi, ressentie par une musulmane, est sa religion», suggérant que «l'impact de l'islamophobie sur les femmes musulmanes ne doit pas être sous-estimé».

«Elles sont 71% plus susceptibles que les femmes chrétiennes d'être au chômage, même quand elles ont les mêmes compétences de niveau et de la langue», relève le comité, qui affirme que la femme musulmane fait face à des «problèmes particuliers de discrimination».

Il est affirmé que les femmes musulmanes en particulier, font face à «des niveaux vraiment inacceptables de discrimination qui provient du lieu de travail, des employeurs, mais aussi au sein des autres communautés».

Les députés ont proposé au gouvernement de nouvelles mesures de recrutement, tel que «ne pas permettre aux employeurs de voir les noms des candidats demandeurs d'emploi, susceptibles d'obtenir une entrevue d'embauche».

«Le gouvernement doit prendre des mesures pour faire en sorte que les employeurs soient conscients de leurs obligations légales et les employés habilités à contester la discrimination», estime le comité.

Les chiffres de 2015 avancés par les députés, montrent que «les femmes musulmanes sont le groupe le moins réussi économiquement dans la société britannique». En âge de travailler, 35% des femmes musulmanes avaient un emploi à l'échelle nationale, 16% étaient au chômage et à la recherche du travail alors que la moyenne nationale était de 5%, souligne le rapport.

La comparaison est plus significative dans la proportion de femmes classées inactives. En 2015, 27% des femmes britanniques étaient inactives, cependant, le chiffre était de 58% chez les musulmanes. Selon le comité parlementaire, près de la moitié (44%) des femmes musulmanes sont économiquement inactives, alors que la moyenne nationale des femmes inactives est de 16%.

L'explication avancée, basée sur des témoignages, est que les femmes mariées dans les communautés musulmanes sont «souvent mères au foyer», tandis que leurs maris sont les soutiens de famille. «La loi sur l'égalité doit être appliquée à tous et à toutes, indépendamment de la foi, et toutes les communautés devraient être libres de faire leurs propres choix sur tous les aspects de leur vie, y compris l'éducation, l'emploi et l'accoutrement», soutient le rapport.

Il est également souligné, que selon les chiffres du gouvernement britannique, il y a aujourd'hui 45% plus de femmes musulmanes dans le travail qu'en 2011, ce qui signifie que la situation était pire. Le rapport estime que l'engagement du gouvernement en faveur de l'intégration des minorités doit être accompagné d'une stratégie «cohérente axée sur des groupes spécifiques, y compris les musulmans», et recommande qu'un plan devrait être élaboré d'ici la fin 2016.

«Le gouvernement doit mettre en place un plan de lutte contre les inégalités rencontrées par les musulmans d'ici la fin de l'année», a indiqué le comité, qui a proposé 19 recommandations.

La présidente du comité femmes et égalités, Maria Miller, a déclaré la «nécessité urgente» de faire de l'égalité des chances au Royaume-Uni, une «réalité pour les personnes de toutes les confessions et origines». A noter que le rapport souligne les contributions «positives des musulmans» en général, à travers le Royaume-Uni, mais qu'en contrepartie, les musulmans «éprouvent les plus hauts niveaux de désavantage» sur le marché du travail.

**R. N.**

Fin de l'anarchie ?

# Traque des gardiens illégaux de parkings

**La traque des espaces illicites se poursuit. Après les marchés informels, les parkings sauvages font état d'une descente des services de la sécurité. L'objectif de cette opération tant attendue par les citoyens est de régulariser l'activité et mettre fin à l'anarchie qui y règne. Mieux, quelques parkings clandestins sont déjà éradiqués par la police.**



Par Karima Nacer

**L**e phénomène des gardiens de parkings illégaux a pris beaucoup d'ampleur depuis quelques années en Algérie. Partout dans les communes de la capitale, des jeunes issus de ce quartier populaire ont «détourné» des places de stationnement à des fins personnelles et ce, sans avoir une autorisation des autorités locales. On en voit presque partout. Dans les quartiers populaires et même chics, devant les écoles, au centre-ville, devant les mosquées, des jeunes chômeurs, souvent armés de bâtons, viennent vous demander de l'argent

sous prétexte qu'ils ont surveillé votre véhicule. Dans la majorité des cas, ils en arrivent même à vous menacer si vous refusez de payer. Les conducteurs sont obligés de se soumettre au diktat des soi-disant gérants de parkings, même s'il s'agit d'un arrêt facultatif et non pas d'un stationnement.

Les citoyens ainsi que la société civile n'ont pas cessé de lancer des appels de détresse, accablant ce fléau qui ne cessent de se multiplier.

Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont enfin décidé de sévir et ce, après des années de laisser-aller. En effet, les services de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la wilaya

d'Alger ont effectué une descente sur les parkings sauvages et ont éradiqué 263 parkings illégaux et arrêté en même temps 266 individus impliqués. Pour les autorités d'Alger, le but est aussi de garantir une meilleure image et plus de sécurité pour Alger et ses habitants.

«Dans le cadre de la lutte contre le phénomène des parkings anarchiques à travers les rues et quartiers d'Alger à laquelle tous les moyens humains et légaux ont été mobilisés, les services de la Sûreté de wilaya ont procédé, depuis le début de la saison estivale (1<sup>er</sup> juin au 9 août), à l'éradication de 263 parkings illégaux et l'arrestation de 266 mis en

cause dont 136 présentés devant la justice. Des dossiers judiciaires ont été établis contre 130 contrevenants soumis à la justice» a indiqué un communiqué des services de la wilaya d'Alger.

Les services de Sûreté «ont recensé le 9 août 2016 quelque 25 parkings illégaux et arrêté 28 contrevenants. Des dossiers judiciaires ont été rédigés contre eux à la suite desquels ils seront présentés à la justice», précise la même source.

Les pouvoirs publics ont mis du temps pour mettre fin à cette activité illicite en l'absence des parkings licites qui font défaut, notamment au niveau des grandes villes.

K. N.

## Tipasa Éradication prochaine de 20 déversoirs d'eaux usées en mer

Une vingtaine de déversoirs d'eaux usées en mer constituant un risque pour le milieu marin, notamment dans la partie-est de la wilaya de Tipasa seront éradiqués par la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal), a-t-on appris auprès de l'un de ses responsables. «Un cahier des charges est actuellement en cours d'élaboration en vue de la réhabilitation de neuf bassins de collecte des eaux usées, à l'est de Tipasa», a indiqué à l'APS, le directeur de l'assainissement auprès de la Seaal, Mustapha Bougaoua, en marge de la campagne «Main dans la main» pour la préservation des milieux aquatiques, animée sur la plage de Sidi Braham à Gouraya.

Le même responsable a tenu à souligner l'importante contribution attendue de la réception du projet de la station de traitement des eaux usées de Bou Ismail dans l'éradication du problème des déversoirs d'eaux usées, à l'est de Tipasa.

La wilaya compte trois stations d'épuration des eaux usées à Koléa, Hadjout et Tipasa, avec une capacité de traitement globale de plus de 11 000 m<sup>3</sup> d'eau/j, au profit de 75 000 habitants. Les citoyens de la partie-est de Tipasa fondent, quant à eux, de grands espoirs sur le projet de la station de Bou Ismail pour la prise en charge des eaux usées de cette partie de la région.

M. Bougaoua a également fait part de l'assainissement de six centres de collecte des eaux usées. Parallèlement, il a été procédé, en début d'année, selon la même source, à la rénovation de 33 km linéaires de conduites sur un total de 220 km du réseau d'assainissement de la totalité des communes de Tipasa.

Ces opérations ont été concrétisées suite à un diagnostic minutieux réalisé par la Seaal sur le réseau d'assainissement de la wilaya d'une longueur estimée à 280 km, lequel a abouti à la réhabilitation de 2 167 regards d'eaux usées, a encore informé le même responsable.

Pour sa part, le directeur de la distribution auprès de la Seaal, Mohamed Touba, a signalé le lancement, au titre de ce même diagnostic réalisé par son entreprise, depuis sa prise en charge de la wilaya de Tipasa en 2012, de la réhabilitation de 60 km de conduites sur un réseau de 1 000 km linéaires, dont elle à la charge.

Parallèlement, M. Touba a révélé que 48% des communes de Tipasa sont approvisionnées en eau potable, en 24h/24, au moment où son entreprise ambitionne d'atteindre un taux de 86 % de communes approvisionnées en 24h/24, dans les deux ou trois années à venir.

Un volume global de 200 000 m<sup>3</sup> d'eau/j est actuellement consommé à Tipasa, contre un besoin estimé à 350 000 m<sup>3</sup>/j, est-il ajouté. Selon le même responsable, la Seaal fonde de grands espoirs sur le projet du barrage Kef Eddir pour mettre fin aux problèmes d'eau potable et d'irrigation dans la wilaya, outre ses actions au titre de la lutte contre les raccordements illicites au réseau, dont 400 ont été recensés en 2015, avec une majorité de raccordements relevant de propriétaires de terres agricoles.

La lutte contre les fuites d'eau, estimés à 7 000 fuites/an, soit 150/j, sont l'autre objectif fixé par la Seaal, au titre de son plan de travail, englobant, également, la rationalisation de la gestion des ressources en eau ainsi que la lutte contre les branchements illicites et le gaspillage du précieux liquide.

R. N.

Journée internationale de la jeunesse

## Sensibilisation sur la violence à l'égard des femmes

**U**ne campagne de sensibilisation des jeunes et des adolescents sur la puberté et le rôle des hommes dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes est lancée hier à Alger, à l'initiative du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap), a-t-on appris auprès de cette organisation onusienne.

Organisée à la faveur de la célébration de la Journée internationale de la jeunesse, en collabo-

ration avec le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, cette journée s'inscrit dans le cadre du partenariat entre l'Algérie et le Fnuap orientée sur la mise en œuvre du plan de lutte contre les violences sexuelles faites aux adolescentes et la stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes, initiée par le ministère. A cette occasion, des jeunes animateurs du réseau Y-Peer

(réseau des jeunes éducateurs pairs dans la Santé de la reproduction) seront chargés d'installer un stand d'information à la plage Les Canadiennes pour faciliter cette action de proximité auprès des adolescents qui seront accompagnés par leurs parents pour un échange de réflexions sur l'âge de la puberté et sur la non-violence.

«Le Fnuap apporte un soutien aux efforts colossaux que l'Algérie mobilise pour renforcer les inter-

ventions auprès des jeunes, particulièrement dans les secteurs de l'éducation, l'emploi et autonomisation», a-t-on souligné.

Celle-ci se réalise à travers la mise en place de dispositifs permettant un meilleur accès à l'information liée à la santé et le bien-être, particulièrement orientés sur des comportements sains concernant la santé sexuelle et reproductive, permettant ainsi de réduire le nombre de maladies au sein d'une

population active pour être en mesure de contribuer davantage à l'essor économique.

«Les jeunes ont réaffirmé la nécessité de recevoir davantage de chances pour dynamiser leur rôle et être des acteurs positifs du changement et du développement pour eux, leurs familles, leur communauté et pour l'Algérie entière», le cadre de l'Agenda pour le Développement durable d'ici à 2030, a-t-on souligné.

R. N.

Le phénomène augmente en été

# Travail des enfants, un drame au quotidien

**Dans les grandes villes ou dans les régions reculées du pays, le travail des enfants est une réalité. Malgré le discours positif des responsables et les chiffres relativement rassurants, on ne peut que parler de phénomène tant qu'il y a encore un seul enfant qui travaille.**



Par Massi Salami

**D**e leur propre gré ou forcés à le faire, la place des mineurs n'est pas dans les marchés, les stations de bus ou sur les autoroutes à attendre ou courir derrière d'éventuels clients, mais dans les colonies de vacances, dans les établissements éducatifs ou en excursion. Hélas, de nombreux enfants n'ont pas cette chance. Il suffit d'aller voir du côté des marchés populaires de la capitale, d'emprunter l'autoroute menant vers Zéralda pour s'en convaincre. Si leur nombre est plutôt infime durant l'année scolaire, ils sont de plus en plus nombreux durant les vacances d'été. La plupart d'entre eux aident leurs parents à préparer la rentrée des classes. Vendre des galettes, des cigarettes, des bouteilles

d'eau ou participer, au noir, à des travaux de chantier ne choque plus personne. Les services de contrôle ne peuvent, dans la plupart des cas, agir d'autant qu'ils ne sont jamais sollicités pour ce faire. D'ailleurs, même dans les grandes villes, le travail des enfants se fait au nez et à la barbe des autorités publiques. Partout, des enfants en bas âge se mettent derrière des étals commerciaux, ils vendent et ils achètent à longueur de journée. A Tafourah, au niveau de la station urbaine, ils sont nombreux les gamins qui passent leur temps à courir d'un bus à un autre vendre des bonbons, des bouteilles d'eau et des chocolats. Jamais un agent, un citoyen ou autre membre de la société civile ne trouve que cette situation est anormale. Cela fait partie d'un décor banal ou banalisé. Dans une

précédente déclaration, l'inspecteur général du travail au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Akli Berkati, a indiqué que le taux du travail des enfants en Algérie n'a pas dépassé 0,01% en 2016. Ce responsable a évoqué des enquêtes menées par l'inspection du travail au niveau de 11 000 entreprises. Il a précisé que la loi exige l'autorisation parentale dans le contrat de travail pour les enfants âgés entre 16 et 18 ans, ajoutant que des enfants n'ayant pas atteint l'âge légal du travail exercent dans des micro-entreprises qui emploient moins d'une dizaine de personnes dans le secteur des services ou des métiers artisanaux. Mais faudrait-il se baser uniquement sur les chiffres provenant des inspections effectués dans les entreprises pour prétendre

cerner l'étendue du phénomène ? En fait, force est de relever qu'une grande partie des enfants travailleurs exercent au noir, dans des espaces publics et des endroits peu fréquentés ou complètement méconnus des services d'inspection. Bien qu'une partie de ces mineurs travaillent de leur propre gré et ne sont pas forcés dans le besoin, il n'empêche qu'une autre partie en est contrainte. Voir des enfants de 8 ou 10 ans sur des autoroutes ou des marchés, proposés, sous un soleil de plomb, des galettes ou autres produits préparés à la maison, démontre une précarité sociale avérée. Ces mêmes enfants sont certes en vacances scolaires, mais rien ne les prédestine à s'exposer à tous les dangers en contrepartie de quelques dinars.

M. S.

## Inondations à Tamanrasset Deux morts et des dégâts matériels

Par Rachid Chihab

Les fortes pluies qui se sont abattues sur l'extrême sud du pays mercredi après midi, ont causé d'importants dégâts matériels et humains. Selon la Protection civile, deux personnes ont trouvé la mort et 27 autres ont été sauvées suite aux pluies diluviennes qui se sont abattues sur la ville de Tamanrasset durant les dernières 48 h causant des crues dans les rivières de la région.

Les corps des deux victimes, âgées de 16 et 30 ans, ont été repêchés par les agents de la Protection civile après s'être noyés dans une mare d'eau alors que les 27 autres, coincés dans divers points de la ville de Tamanrasset ont été sauvés grâce à de grands moyens de sauvetage, a précisé à l'APS, le chargé de la communication à la direction de la Protection civile de Tamanrasset, le lieutenant Ben Anès Baghour. Il a indiqué que les services de la Protection civile étaient toujours en état d'alerte et avaient entamé des opérations de recherche à travers les différents quartiers du chef lieu de la wilaya en cas d'imprévu. Les deux victimes ont été enterrées jeudi, dans le cimetière de la ville, a-t-on appris d'une source locale. Elle ajoute que ces inondations ont porté un sérieux coup aux réseaux de distribution d'eau potable, d'évacuation des eaux usées et autres. «Tous les quartiers se trouvant au bord de l'oued sont privés d'eau, de téléphone, de gaz et de réseau d'assainissement», note notre source. Des dizaines de maisons et de locaux commerciaux ont été complètement endommagés, indique la même source. Des voitures appartenant aux habitants des quartiers touchés ont été emportées également par les eaux. Le bétail n'a pas été épargné par la catastrophe, puisque les eaux ont emporté avec eux des bêtes appartenant à des éleveurs locaux. Le nombre de têtes reste encore à définir, mais selon notre source, les dégâts sont énormes. Se sont les éleveurs de la région de Tagmout qui ont subi plus de dégâts. Les petites exploitations agricoles ont été aussi touchées. Vu l'ampleur de la catastrophe, les habitants de la ville ont lancé un appel aux hautes autorités du pays pour leur venir en aide et déclarer la wilaya de Tamanrasset zone sinistrée pour bénéficier des avantages prévus par la loi dans ce genre de circonstance, notamment en ce qui concerne les dédommagements des sinistrés et des familles des victimes.

Pour rappel, ces pluies sont les quatrièmes du genre depuis le mois de mai dernier. Au cours du mois du Ramadhan, les eaux ont porté avec eux deux garçons qui demeurent toujours portés disparus malgré les différentes opérations de recherche lancées, aussi bien par des citoyens, que par les pouvoirs publics.

R. C.

Prochaines discussions à Alger sur une stabilisation du marché pétrolier

## L'Arabie Saoudite ira-t-elle jusqu'à réduire sa production ?

Par Nacera Bechar

**F**inalement, il ne sera pas uniquement question de réunir les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) en marge du 15<sup>e</sup> Forum mondial de l'énergie en septembre prochain, mais aussi les discussions seront élargies aux pays non membres.

Dans une déclaration rapportée par Reuters, jeudi dernier et selon l'agence officielle d'e l'Arabie Saoudite SAP, le ministre saoudien du Pétrole, Khalid Al Falih a indiqué : «Nous aurons une rencontre ministérielle du FME en Algérie le mois prochain et c'est une opportunité pour les ministres de l'Opep et des pays exportateurs majeurs non Opep de se rencontrer et de discuter de la situation du marché, y compris de toute action possible nécessai-

re pour stabiliser le marché». Ainsi, les discussions ne se limiteront pas aux 14 pays de l'Opep. Suite à cette annonce, le prix du baril de Brent, coté à la bourse ICE de Londres, a bondi de plus de 5%, dépassant la barre des 46 dollars jeudi dernier.

Cependant, on se demande si vraiment l'Arabie Saoudite est prête pour faire des concessions concernant une réduction de l'offre pour améliorer les prix du brut, sachant que comme premier producteur, Riyad a toujours refusé cette option. D'ailleurs, la réunion de Doha, du 17 avril dernier a échoué à cause de divergences entre l'Arabie Saoudite et l'Iran.

Ce qui est clair, les pays de l'Opep sont tenus de trouver un accord commun pour améliorer les prix de l'or noir, car plusieurs pays connaissent déjà des crises

à l'instar du Venezuela qui n'est pas pays membre de l'Opep, mais soutient un consensus entre les pays producteurs et exportateurs.

Dans son rapport mensuel sur la situation du marché pétrolier et ses perspectives, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), publié jeudi 11 août, cet organisme prévoit une baisse de la demande en 2017 à 1,2 million de barils par jour (bpj). Il est à noter que selon les données de cette agence, l'estimation de la demande était de 1,4 million de bpj en 2016.

Selon la même source, il n'y aura «pas de surabondance de l'offre durant la deuxième moitié de l'année» en cours, estimant «un recul de la production mondiale de un million de bpj entre juillet et septembre».

Mercredi dernier, l'expert dans les affaires d'énergie, Abdelmadjid Attar, a affirmé sur

les ondes de la Radio nationale, Chaîne I que la prochaine réunion des pays de l'organisation de producteurs et exportateurs de pétrole, l'Opep prévue en marge du Forum international de l'énergie attendu à Alger à la fin septembre prochain sera une chance supplémentaire pour les pays pétroliers afin de revoir ses positions concernant leur positionnement dans le marché pétrolier à travers des quotas en dépit des prix.

L'ex-directeur de Sonatrach a soutenu que la prochaine réunion d'Alger donnera lieu à une vision plus claire des pays membres de l'Opep, ajoutant que la guerre de positionnement actuelle est celle des quotas et non une guerre de préservation des prix du pétrole. M. Attar a souligné la possibilité d'accord lors de cette réunion, non seulement sur une réduction de la production, mais aussi aller

vers une vraie coordination au moins pour éviter une chute des prix du pétrole à moins de 40 dollars.

Selon cet expert, il est difficile de prévoir une hausse des prix du pétrole à plus de 50 dollars durant les prochains mois et la fin de l'année en cours.

Il est à noter que la réunion informelle des 14 pays de l'Opep prévue à Alger en marge du 15<sup>ème</sup> Forum international de l'énergie prévu du 26 au 28 septembre en Algérie intervient dans un contexte de crise et de continuité de dégringolade des prix du pétrole. Le président de l'Opep, Mohammed Bin Saleh Al-Sada, qui avait annoncé cette réunion, il y a quatre jours, avait indiqué que l'organisation est optimiste pour un rééquilibrage de marché pétrolier malgré la forte chute des prix.

N. B.

Recouvrement des impôts en temps de crise

# La diversification des ressources, un impératif

**Jamais, sans doute, au cours des 20 dernières années, la problématique du recouvrement des impôts n'a imposé ses impératifs et ses règles comme elle est en train de le faire depuis une année.**



Par Saâd Taferka

**L**e Premier ministre, les ministres, les directeurs centraux, les walis et les différents services déconcentrés, chaque partie de la pyramide institutionnelle s'est mise dans la nouvelle logique de chercher à faire rentrer l'argent dans les caisses de l'Etat. La crise financière qui souffle sur l'Algérie depuis deux ans a imposé une autre manière de réfléchir dans un contexte où les recettes pétrolières se sont réduites de plus de la moitié par rapport à la dernière année «faste», celle de 2013.

Les quatre réunions régionales des walis, sous la présidence du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales ont eu pour un des principaux axes de réflexion, l'optimisation des recettes fiscales, particulièrement au niveau des communes. Le ministre a fait savoir que les communes ne devraient plus compter sur le budget de l'Etat pour booster le développement local. Elles doivent redoubler d'ingéniosité afin de valoriser leur patrimoine et canaliser la fiscalité locale.

De son côté, l'ancien ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, avait développé, au printemps dernier, une multitude d'activités avec les différentes administrations et tous autres acteurs concernés afin de les sensibiliser au nouvel enjeu lié à la collecte d'impôts et la répartition judiciaire de la fiscalité. «Il ne faut pas que des Algériens et des Algériennes restent en dehors de la citoyenneté fiscale», a soutenu l'ancien ministre.

Au cours du séminaire, organisé en mars dernier par la Direction générale des impôts sur les dispositifs fiscaux - où étaient invités les

directeurs régionaux et adhérents de la Chambre algérienne du commerce et d'industrie (Caci) et l'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa), le ministre des Finances a fait le constat suivant : 99% des recettes fiscales recouvrées à travers le pays proviennent de 12 wilayas seulement! Benkhalfa a appelé les contribuables à plus de «civisme fiscal», au moment où le pays «a besoin de ressources» supplémentaires sur fond de chute des revenus pétroliers.

## Le poids de la fiscalité supporté par 12 wilayas seulement

Dans le détail, il a été relevé que sur les 48 wilayas, il y en a 36 qui ne contribuent qu'à hauteur de 1% sur le total des recettes fiscales. «Il y a certaines wilayas qui ne contribuent que par une proportion très infime, voire nulle, dans les recettes fiscales, même si elles sont «bien» sur le plan économique et social», dira l'ancien ministre. Cette réalité n'est pas nouvelle. Le constat, non plus. En 2003, l'ancien ministre des Finances, Abdellatif Benachou, avait révélé une énorme distorsion en matière de collecte d'impôts. Il fait observer devant l'APN que seules cinq à six wilayas produisent 85% de la matière fiscale nationale. Abderrahmane Benkhalfa a tenté de «justifier» quelque peu cette distorsion en affirmant que la répartition des entreprises et de l'activité économique n'est pas pareille dans une wilaya du Nord, par exemple, et une autre du Sud. «Mais, croyez-moi qu'il y a des wilayas du Nord, sur la côte, qui n'apportent presque rien aux impôts», a-t-il précisé. Le ministre émet l'espoir de voir la pro-

portion de 1% monter au moins à 2%. Au cours du séminaire du mois de mars dernier, il a aussi été relevé que les grandes entreprises restent celles qui paient le plus d'impôts, alors que la plupart des petites et moyennes entreprises ne paient pas leurs impôts. «Les grandes entreprises sont de bons assujettis. Je leur rends un grand hommage», avait déclaré l'ancien ministre, en projetant que, pour l'année 2016, les recettes fiscales en provenance de ces entreprises, publiques et privées, en dehors du secteur des hydrocarbures vont dépasser les recettes de la fiscalité pétrolière du pays dont les prévisions, inscrites dans la loi de finances, sont estimées à 1 682 milliards de dinars.

## Incitation au réinvestissement des bénéficiés

L'autre constat qui n'a pas manqué de surgir, est bien celui de défaut de paiement, par plusieurs entreprises, de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS), bien cet impôt soit toujours bas, de l'avis de tous les opérateurs. La modicité de cet impôt est liée à la volonté des pouvoirs publics d'inciter les opérateurs et les agents économiques à réinvestir une partie des bénéfices engrangés par leurs sociétés afin de contribuer à la croissance nationale.

La recherche de l'augmentation du taux de recouvrement fiscal, actuellement estimé entre 12 et 13%, est l'axe sur lequel devra se développer la réflexion et l'action de l'administration fiscale au cours des mois et années à venir. L'ancien ministre parlera d'un «grand bassin fiscal» qui reste à recouvrer. L'un des points devant faciliter l'élargissement de l'assiet-

te fiscale est la réduction des contentieux, lesquels se dressent parfois comme des barrières au paiement des impôts au niveau de toutes les wilayas du pays.

Outre l'opération de mise en conformité fiscale volontaire, entamée en août 2015 et devant être clôturée en décembre 2016, avec une taxe dite «libératoire» de 7%, le ministre des Finances a instruit la direction générale des impôts de se rapprocher encore plus des opérateurs du secteur informel afin des les amener à «s'inscrire dans la légalité et payer leurs impôts». Il s'agit, pour les agents du fisc, de sortir sur le terrain afin de «faire du marketing et vendre l'impôt forfaitaire unique (IFU)», selon les orientations du ministère des Finances.

S'agissant des entreprises et commerces ayant cumulé des dettes fiscales, la direction générale des impôts s'est engagée à effacer jusqu'à 95% des pénalités s'ils s'engagent à les payer. Cette procédure, appelée «remise conditionnelle», était, depuis 2014, applicable seulement pour les grandes entreprises, classées comme telle dans la nomenclature de la direction générale des impôts (DGI). Dorénavant, alors que ce type de dette fiscale a atteint le montant de 2 000 milliards de dinars, toutes les entreprises, quelles que soient leurs dimensions, peuvent profiter de cette procédure.

## Recensement du champ économique et justice fiscale

Même si des niches et des gisements fiscaux demeurent complètement ou partiellement inexploités, le développement et l'exploitation optima des impôts

demeurent intimement liés à la politique d'investissements productifs, les plus diversifiés possible. En effet, la concentration de la fiscalité autour des produits pétroliers et gaziers a montré ses limites historique, particulièrement au cours de ces quinze dernières années. L'aisance financière qu'a connue l'Algérie entre 2001 et 2014 ne devrait pas cacher la fragilité d'une telle typologie. La chute des recettes pétrolières, de plus de moitié, depuis le milieu de l'année 2014, est là pour avertir des dangers qui peuvent provenir du déficit de la diversification de l'économie algérienne. La diversification des ressources fiscales s'impose donc comme une voie incontournable face à un marché mondial du pétrole fort aléatoire. Une telle crise est supposée être saisie comme une occasion salutaire de commencer à assainir l'économie algérienne de façon à rentabiliser, par une structuration régulière, la partie informelle des transactions commerciales; c'est également une opportunité de réfléchir à une politique d'investissement délestée de la bureaucratie et du climat d'obstruction connu jusqu'ici. Le nouveau code d'investissement, adopté en juillet dernier, peut constituer un premier pas vers la libération de l'initiative dans le domaine de l'investissement productif, générateur de richesses, d'emplois et de fiscalité. En effet, les seuls recouvrements fiscaux qui pourront acquérir les caractères de durabilité et de régularité, sont induits par une économie stable, productive, à forte valeur ajoutée, et non celle de l'économie rentière, basée uniquement sur une industrie extractive.

Dans plusieurs domaines, le potentiel économique algérien est encore en friche. Dans les industries pétrochimiques, l'agroalimentaire, le tourisme, la valorisation des produits du terroir...etc, notre pays peut développer des capacités extraordinaires, pour peu que l'encadrement administratif, la formation de la ressource humaine et la mise à niveau de l'entreprise algérienne soient une préoccupation de toutes les parties : pouvoirs publics, patronat, syndicats, investisseurs porteurs de projets, institutions financières...etc

Sur un autre plan, le recouvrement des impôts exige également la connaissance parfaite du champ économique national, au travers de statistiques détaillées et fiables. Le recensement économique effectué en 2011 est une opération qui a révélé une certaine configuration de ce champ économique; mais, il demeure insuffisant. Le fichier national des entreprises, le centre national du registre de commerce, le fichier des métiers d'artisanat, permettront une meilleure identification fiscale, donc un meilleur recouvrement des impôts.

L'autre donnée fondamentale, connue à travers toutes les économies du monde, est celle de l'équité fiscale, sans laquelle le système entier demeurera prisonnier d'une mentalité d'incivisme, voire de «rébellion», conduisant à toutes les évasions fiscales connues jusqu'ici. L'équité fiscale, basée sur l'effort et le mérite de chaque agent économique à produire des richesses et des prestations pour la collectivité, est un garant de la pérennité et de la stabilité du système fiscal. **S. T.**

Production d'hélicoptères à Sétif

# Signature d'un protocole d'accord entre le MDN et l'italien Leonardo-Finmeccanica

Un protocole d'accord de partenariat industriel et commercial portant sur la production d'hélicoptères de marque Augusta Wesland sur le site de Aïn Arnat (Sétif) a été signé jeudi à Alger par le ministère de la Défense nationale (MDN) et le groupe italien Leonardo-Finmeccanica (SPA-Italie), indique un communiqué du MDN.



Le protocole s'inscrit «dans le cadre de la concrétisation du programme de relance économique, initié par Son Excellence le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, visant à redynamiser l'industrie nationale et de l'intérêt que porte le Haut commandement de l'Armée nationale populaire au développement des fabrications militaires pour contribuer au progrès national et

renforcer ses potentiels», précise la même source.

Les parties à ce protocole «ont convenu, dès cette année, de créer une société commune algéro-italienne dédiée à la fabrication d'hélicoptères légers et moyens sur le site industriel de Aïn Arnat».

«Il est fixé à cette société, dès les premières années et après construction des installations, l'objectif majeur de produire trois types d'hélicoptères légers et moyens pour

divers usages, parmi lesquels le transport de personnels et de cargaisons, l'évacuation sanitaire, la surveillance et le contrôle», souligne le communiqué du MDN.

Cette société «bénéficiera, dès son lancement d'un réseau de distribution local et à l'international, et d'un service après-vente incluant l'ensemble des échelons de réparation», note la même source.

Il convient de souligner, ajoute le MDN, que «cette

société disposera en dernier lieu d'un appareil de formation et de qualification pour ses propres besoins et ceux des clients».

De surcroît, ce programme industriel «est à même de soutenir, au niveau national, le développement des activités de haute technologie dans les domaines de matériaux composites, de mécanique de précision, de l'électronique et de l'opto-électronique», conclut le communiqué du MDN.

Bilal. L

Pétrole

## L'AIE abaisse sa prévision de croissance de la demande mondiale en 2017

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a abaissé jeudi passé sa prévision de croissance de la demande mondiale de pétrole en 2017, en raison de perspectives macroéconomiques plus sombres dans la foulée du Brexit.

La consommation mondiale d'or noir devrait croître de 1,2 million de barils par jour (mbj) à 97,5 mbj l'an prochain, contre une précédente estimation de 1,3 mbj, a détaillé l'AIE dans son rapport mensuel sur le pétrole.

Pour 2016, elle continue à tabler sur une hausse de 1,4 mbj pour atteindre 96,3 mbj.

«Bien que supérieure à la tendance, la prévision pour 2017 est inférieure de 0,1 mbj par rapport à nos anticipations précédentes en raison de perspectives macroéconomiques plus faibles», a-t-elle expliqué.

En juillet, le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé ses prévisions de croissance mondiale pour 2016 et 2017, en avertissant que des incertitudes prolongées sur la sortie programmée du Royaume-Uni de l'UE pourraient entraîner un ralentissement plus drastique encore.

L'AIE note aussi que «le soutien sous-jacent apporté par des prix du pétrole bas diminue» l'an prochain, alors que les cours ont rebondi depuis le plancher atteint en janvier, même s'ils restent contenus par des signes d'une offre élevée.

La production a en effet augmenté de 0,8 mbj en juillet, par rapport au mois précédent.

Mais sur un an, elle a décliné de 215 000 bj, la forte hausse au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) n'ayant pas permis de compenser le déclin observé dans les pays n'appartenant pas à l'organisation.

L'Arabie Saoudite a pompé à un niveau record en juillet (10,62 mbj), portant la production de l'Opep à 33,39 mbj, un plus haut en huit ans: c'est 150 000 bj de plus sur un mois et 680 000 bj sur un an.

Par ailleurs, l'offre en provenance du Canada a rebondi le mois dernier, contribuant à l'augmentation de 550 000 bj dans les pays hors Opep, à 56,7 mbj.

Mais sur un an, la production en provenance de ces pays, parmi lesquels les Etats-Unis, le Canada et la Chine, a chuté de près de 1,1 mbj.

Sur l'ensemble de l'année 2016, elle devrait décliner de 0,9 mbj à 56,6 mbj, avant une reprise de 0,3 mbj en 2017.

Ce dernier chiffre a été légèrement relevé, en raison du redémarrage attendu du projet pétrolier géant de Kachagan, au large du Kazakhstan.

R. E.

Impacts de la baisse des cours de pétrole sur l'économie

## L'Algérie et la BM vont discuter fin août

L'Algérie et la Banque mondiale (BM) vont tenir fin août une discussion sur les perspectives de l'économie dans le sillage de la faiblesse des cours de pétrole, selon cette institution financière internationale.

Les autorités financières vont échanger avec les responsables de la BM sur l'analyse concernant l'économie de l'Algérie, publiée fin juillet dernier dans le bulletin trimestriel d'information économique de la région Mena.

Les discussions qui vont se tenir par vidéoconférence et auxquelles prendra part l'économiste en chef de la BM pour la région Mena, Shanta Devarajan, sont prévues fort

probablement pour le 29 août, selon la même source.

La conférence s'inscrit dans le cadre des travaux analytiques que la Banque mondiale réalise et partage avec ses pays membres.

Dans cette analyse publiée fin juillet, la Banque mondiale a souligné que la faiblesse des cours de pétrole a poussé l'Algérie à prendre une série de mesures correctives destinées à réduire les dépenses, augmenter les recettes et ajuster les tarifs de l'énergie.

La même source tient à préciser qu'il s'agit d'une analyse contenue dans le bulletin trimestriel d'information économique

de la région Mena et non pas d'un rapport dédié à l'Algérie.

La rédaction et la validation d'un rapport sur un pays membre se fait en concertation avec ses autorités financières. La faiblesse des cours de pétrole qui semble s'installer dans la durée a entraîné des changements dans les économies des pays pétroliers de la région Mena, relève la BM dans cette étude. Ces pays sont confrontés à un recul des recettes pétrolières dans un contexte d'endettement et de déficit budgétaires croissants. La Libye et l'Irak, lourdement impactés par la chute des cours pétroliers,

doivent, en outre, faire face aux conséquences dévastatrices de la guerre civile. L'Algérie a, quant à elle, réussi à absorber ce choc grâce aux volant de sécurité en place, sous forme d'épargne budgétaire, de réserves de change et un faible niveau d'endettement, a indiqué mercredi, Jean François Dauphin, le chef de mission du FMI pour l'Algérie.

M. Dauphin a estimé dans un entretien accordé au blog du FMI que l'Algérie avait une occasion exceptionnelle pour passer à une croissance durable et réduire sa dépendance des hydrocarbures.

Agence

Italie

## Près de 5 milliards d'euros d'excédent commercial en juin

L'Italie a enregistré en juin un excédent de sa balance commerciale de 4,7 milliards d'euros, en nette hausse par rapport à l'excédent de 2,8 milliards enregistré un an plus tôt, a annoncé

jeudi l'Institut national des statistiques (Istat).

Sur un an, les exportations ont diminué de 0,5% et les importations de 6,1%, a précisé l'Istat.

La baisse des exportations

est due en partie à la nette chute des ventes de produits pétroliers raffinés (-34,7%), tandis que celle des importations est liée, notamment au recul des achats liés à l'énergie (-27,6%).

Les exportations ont baissé surtout vers le Mercosur (-18,2%), la Turquie (-12,6%) et la Belgique (-11,2%), mais elles ont augmenté en particulier vers le Japon (+17%).

Sur les six premiers mois de

l'année, l'excédent commercial cumulé s'élève à 23,3 milliards d'euros. Sur un mois, les exportations ont baissé de 0,4%, tandis que les importations sont restées stables.

Y. T.

# Un incendie ravage 1 hectare de broussailles

## Incendie au parc zoologique de Ben Aknoun

Le feu qui s'est déclaré à 13H16 à l'entrée du parc zoologique et d'attraction de Ben Aknoun, a ravagé 1 hectare de broussaille et quelques arbres de la forets, a précisé le responsable.



Un grave incendie s'est déclaré jeudi au parc zoologique et d'attraction de Ben Aknoun (village africain) ravageant 1 hectare de broussailles, a indiqué à l'APS le chargé de l'information à la Direction générale de la Protection civile de la wilaya d'Alger,

le capitaine Saidj Belkacem. Le feu qui s'est déclaré à 13H16 à l'entrée du parc zoologique et d'attraction de Ben Aknoun, a ravagé 1 hectare de broussaille et quelques arbres de la forets, a précisé le responsable.

17 camions citernes, une ambulance et plus de 50 agents de la protection

de civile ont été mobilisés pour empêcher la propagation des feux.

Les unités de la protection civile ont procédé, dans une première étape, à la sécurisation des lieux en sauvant des flammes le laboratoire relevant du ministère de l'Environnement et les étables au niveau de la

vallée des éléphants a fait savoir le capitaine Siadj Belkacem qui a ajouté que l'incendie a été maîtrisé à 15H00.

Un dispositif sécuritaire (brigade mobile d'intervention) a été installé au niveau du parc pour veiller à la sécurité des biens et des personnes.

Reda. A.

Aïn Benian

## Indemnisation des propriétaires des locaux commerciaux

Onze nouveaux locaux commerciaux ont été distribués jeudi passé par les services de la wilaya d'Alger à la cité des 400 logements (Aïn Benian) au profit des propriétaires des anciens locaux de la cité "belle vue" après une année d'attente, a indiqué un responsable de l'APC de Aïn Benian.

Sur instruction du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) ont procédé à l'affectation de 11 nouveaux locaux commerciaux à la cité des 400 logements de Aïn Benian dans le cadre

de l'indemnisation des commerçants concernés, a affirmé M. Benazzou Kamel, vice-président de l'APC de Aïn Benian chargé de l'urbanisme.

Les propriétaires des locaux sont restés attachés à leur droit d'indemnisation par d'autres locaux toujours dans la cité des 400 logements.

Les dossiers des propriétaires des locaux ont été sérieusement étudiés par les services de la wilaya. Les commerçants détiennent des actes de propriété et exercent légalement leurs activités commerciales depuis 1962 d'où leur éligibilité à l'indemnisation, a expliqué le même

responsable. M. Benazzou a, par ailleurs, appelé les autorités de la wilaya à réserver l'assiette foncière récupérée à la réalisation de projets et services au profit de la population tels un centre commercial, un marché, un parking ou des logements de type socio-participatif pour répondre à la demande qui dépasse 4.000.

L'opération de démolition des immeubles avait été reportée à plusieurs reprises, les propriétaires des locaux refusant de les indemniser dans des communes limitrophes à leur commune.

Mascara

## Le corps sans vie d'une fillette de deux ans retirée d'un puits

Le corps sans vie d'une fillette, âgée de deux ans, a été retiré, jeudi, du fond d'un puits dans lequel elle est tombée, a-t-on appris auprès des services de la protection civile de la wilaya de Mascara.

L'accident s'est produit au douar Ouled El Khamsa, relevant de la commune de Tiguenif, a indiqué le lieutenant Tahar Mehenni, responsable de

la communication de la direction de la protection civile. L'alerte a été donnée par des habitants du douar et les services de la gendarmerie nationale.

Les agents de la protection civile se sont déplacés sur les lieux du drame pour retirer le corps sans vie de la petite fille. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances

exactes de l'accident. Depuis le début de l'année, 8 cas de chutes mortelles dans des puits ont été enregistrés à travers la wilaya de Mascara. Les victimes sont deux enfants et six adultes, âgés entre 30 et 48 ans, rappelle-t-on.

Les éléments de la protection civile retirent également du fond des puits des cadavres de bétails, tombés acciden-

tellement. Le but étant d'éviter la pollution des eaux utilisées pour la boisson ou pour les différentes tâches ménagères. Les services de ce corps de secours et d'intervention ont mené, l'année dernière, une campagne de sensibilisation en milieu rural sur les dangers que représentent les puits non sécurisés ou non exploités.

R.S.

Tizi Ouzou

## 5<sup>ème</sup> édition de la fête régionale de la figue de barbarie

Le village Sahel, dans la commune de Bouzeguène, à une soixantaine de kilomètres au sud-est de la wilaya de Tizi-Ouzou, vit depuis jeudi au rythme de la 5<sup>ème</sup> édition de la fête régionale de la figue de barbarie.

Une cinquantaine de participants représentant une dizaine de métiers de l'artisanat, ainsi que certains acteurs de la vie économiques, en plus des associations culturelles prennent part à cette manifestation qui se poursuivra jusqu'à samedi. Une ambiance festive a régné durant toute la journée de jeudi au niveau du village Sahel qui a assuré un accueil particulier aux invités venus d'au moins six wilayas, notamment Béjaïa, Tébessa, Boumerdes, Bouira, Souk-Ahras et Tizi Ouzou, a-t-on appris de Djaoui Lounes, président du Festival.

Développer la culture de la figue de barbarie et en faire une activité économique qui contribuera à promouvoir l'agriculture de montagne, une des alternatives du développement local, est l'objectif de ce festival qui prend de l'ampleur au fil des années et devient un rendez-vous incontournable au niveau local. Ayant donné le coup d'envoi de la manifestation, le président de l'APW de Tizi Ouzou a mis le point sur la nécessité d'encourager l'agriculture de montagne à travers le développement des activités existantes dans les villages, à l'instar de la figue de barbarie dont la production a connu un recul ces dernières années, a-t-il constaté. Le chef de cabinet du wali a expliqué, de son côté, que cette filière pourra contribuer à la création d'emplois, non seulement à travers sa culture mais aussi par la création d'unités industrielles de transformation de ce produit de terroir, connu pour ses valeurs nutritives.

Il a invité les chercheurs et les académiciens à effectuer des recherches dans le but de trouver "une nouvelle appellation à la figue de barbarie ou Akermous en tamazight", estimant que le nom accordé par les colons français à ce fruit "ne convient plus, la région étant habitée par des berbères fiers de leurs origines et non des barbares", a-t-il soutenu. Après l'ouverture officielle de l'évènement, le village a vibré au rythme d'un mariage traditionnel organisé par l'association féminine de la localité qui a sillonné les ruelles depuis la stèle des martyrs jusqu'à la placette Tajmaât, où se tiennent des expositions des différents produits de l'artisanat et du fruit qui a donné son nom au festival. Les festivités se poursuivront avec des conférences sur le développement de cette filière agricole locale et le tourisme solidaire ainsi que sur les bienfaits de la figue de barbarie et d'autres thèmes liés aux traditions et au patrimoine local.

Des tournois sportifs dans différentes disciplines sont aussi au menu de cette édition, en plus de jeux éducatifs pour enfants, un défilé de mode, un concours de chorale et des soirées théâtrales, a-t-on appris des organisateurs

R. A.

Protection du milieu marin

## Caravane El Yed Fel Yed à la plage Sidi Brahim de Gouraya

La caravane El Yed Fel Yed de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) est arrivée, jeudi, à la plage Sidi Brahim de Gouraya (ouest de Tipasa), au titre d'une campagne de sensibilisation des estivants, les jeunes et les enfants notamment, à la préservation du milieu marin. Cette troisième opération a été initiée par la SEAAL, en tant qu'acteur principal concerné par l'assainissement des eaux usées déversées en mer, par le biais des stations de traitement et des conduites d'épuration des eaux, a indiqué à l'APS la chargée de la communication au niveau de cette entreprise, Chafia Abid.

"De grands efforts sont fournis en matière d'assainissement des eaux usées, grâce à la réalisation de stations d'épuration et la mise en place de systèmes de gestion pour leur fonctionnement idoine et leur bon équipement", a-t-elle souligné. La campagne, dont l'animation est assurée par quelque 70 jeunes relevant de l'Entreprise, vise à l'ancrage d'une culture de préservation de l'environnement en général, et du milieu marin de façon particulière, a-t-elle encore ajouté.

Outre la distribution de brochures d'information et de casquettes aux estivants, les animateurs de la caravane ont tenté de leur expliquer les risques encourus par le rejet des déchets en milieu marin.

Selon les explications fournies sur place, une bouteille en plastique jetée en mer prendra entre une centaine à un millier d'années pour se dissoudre complètement dans l'eau, alors que la dissolution d'un sachet en plastique dans le même milieu nécessite environ 450 années, et celui d'un verre entre 4 à 5000 ans.

Cette campagne de proximité participe à la sensibilisation des citoyens sur les conséquences néfastes de certains de leurs comportements sur l'environnement, ainsi que sur leur rôle dans sa préservation et protection.

Lancée le 4 du mois courant, cette troisième édition, se poursuivra jusqu'au 25 du même mois, sous le signe "Parce que nous sommes responsables, mobilisons nous pour protéger notre littoral", et ce au niveau d'un nombre des plages d'Alger et de Tipasa.

R. A.

Teleghma

## Les producteurs de pomme de terre appellent à sauver leur récolte

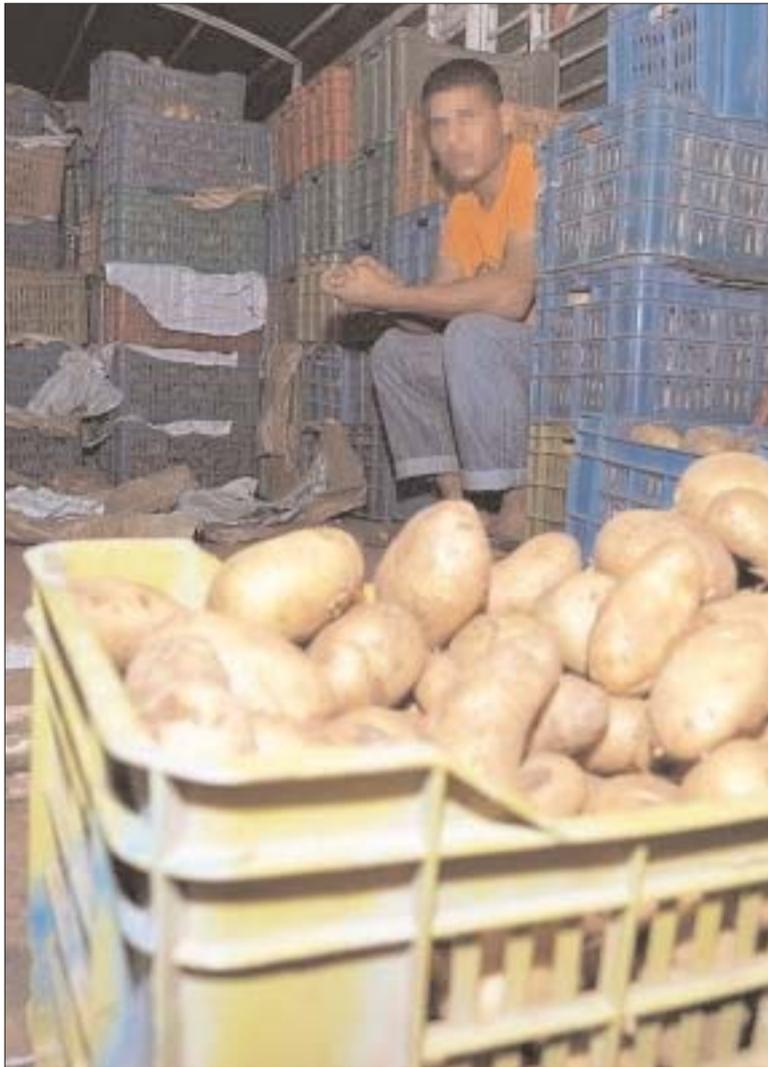
**Les agriculteurs-producteurs de pommes de terre à Teleghma dans la wilaya de Mila, ont adressé un appel aux responsables pour sauver leur récolte abondante de la saison, a-t-on constaté.**

**S**elon, Ahmed Mezâache, un cultivateur de pomme de terre à Teleghma, la chute des prix de ce féculent de large consommation sur les marchés de gros ne permet pas de recouvrir les frais de sa production insistant sur la nécessaire intervention des pouvoirs publics à travers le stockage d'une partie de la production.

L'agriculteur possédant un champ de sept (7) hectares dédié à la production de pomme de terre depuis 2005 a estimé que le prix de la pomme de terre entre 15 et 20 dinars le kilo au marché de gros "ruine" beaucoup de producteurs. Les producteurs de pomme de terre dans cette région ont affirmé que les pouvoirs publics sont intervenus dans les dernières années, pour "récolter et emmagasiner des quantités considérables de ce produit" dans l'objectif d'appuyer les producteurs de ce féculent dont la campagne de récolte se poursuit encore dans la région de Téléghma, réputée par sa production de légumes tels que l'ail et la carotte.

Selon les données de la division sectorielle de l'agriculture de Teleghma le rendement dans la production de pommes de terre atteindra entre 15 et 20 quintaux par hectare, soulignant que la production sera abondante dans cette région.

De son côté, le directeur local des services agricoles, Rabah Ferdas a fait part à l'APS que des efforts sont déployés pour écouler à emmagasi-



ner 40.000 tonnes de pommes de terre saisonnières dans le cadre du système de régulation des produits agricoles de large consommation (SYRPALAC).

Une quantité de 260 000 quintaux de pomme de terre a été jusque là récoltée dans la wilaya de Mila a souligné le responsable, rappelant que la

wilaya dispose de 500 hectares destinés à la production de pommes de terre.

Une prise en charge rapide à travers le système SYRPALAC pourrait, selon les producteurs, sauver des quantités importantes de ce produit en voie d'altération dans les champs.

Bilal. L.

Guelma

## Création prochaine d'un pôle spécialisé dans la filière laitière à Ain Laârbi

■ Un pôle spécialisé pour abriter des projets d'investissement dans la filière laitière sera prochainement créé dans la zone d'El Matouiya dans la commune d'Ain Laârbi (31 km Sud de Guelma), a-t-on appris jeudi du directeur de l'industrie et des mines (DIM). Ce nouveau pôle abritera dans une première étape cinq (5) projets liés à cette filière et qui devront permettre la création de près de 200 postes d'emploi permanents, a précisé à l'APS Belkacem Kacemia.

Ce projet est inscrit dans le cadre de la stratégie des autorités locales visant à dynamiser le secteur de l'industrie et valoriser les atouts de la wilaya à travers la création de pôles spécialisés dans divers secteurs industriels et d'investissement, répartis sur plusieurs zones de la wilaya, selon les caractéristiques de chaque région, a-t-il souligné. Un pôle similaire spécialisé dans la fabrication de matériaux de construction totalisant 13 projets permettant la création de 660 postes de travail dont deux (2) sont entrés en exploitation a été créé dans la commune d'El Fedjoudj (5 km nord-Ouest de Guelma), a rappelé le responsable. La stratégie des autorités locales s'articule également sur l'assainissement du foncier industriel à travers la récupération des assiettes de terrain des projets validés dans le cadre du Comité d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régulation du foncier (CALPIREF) mais non concrétisés, a-t-on signalé de même source.

Reda. A

Tébessa

## Renforcement de l'AEP avec la réception de 4 nouveaux forages

■ Les capacités d'alimentation en eau potable dans la wilaya de Tébessa ont été renforcées à la faveur de la réception août courant de 4 nouveaux forages, a-t-on appris du directeur local de l'Algérienne Des Eaux (ADE).

Deux (2) de ces forages d'un débit de 12 litres par seconde sont entrés en service, a précisé à l'APS Hocine Hadjadj, annonçant que le troisième forage, en phase de parachèvement des travaux de raccordement, sera opérationnel dans dix jours en attendant l'achèvement du raccordement du troisième puits au réservoir principal de la localité de Skanska. Le quatrième forage, situé dans la localité de Berezgal (Sud de Tébessa), sera, lui, mis en exploitation fin août courant, a encore fait savoir le même responsable, détaillant que le forage est accordé sur un réseau de onze (11) kilomètres et sa contribution dans le renforcement de l'alimentation en AEP de la région de Berezgal sera «remarquable». Le directeur local de l'ADE a également fait part des projets lancés pour améliorer l'approvisionnement en eau potable dans cette wilaya précisant qu'une opération de réalisation de deux (2) forages a été lancée, destinée à alimenter la ville de Bir El-Ater (90 km au Sud de Tébessa) en eau potable. Des travaux pour foncer seize (16) autres puits profonds sont également en cours, dont deux (2) au chef lieu de wilaya, selon le même responsable, et un nouveau puits dans la commune d'El Kouif, pour venir à bout du problème d'approvisionnement en cette denrée vitale.

Dans le même contexte, l'Algérienne Des Eaux a entamé dernièrement à Tébessa une opération de réhabilitation de vingt cinq (25) puits profonds dont le débit connaît une nette diminution, a-t-on encore souligné.

R.M

Tiaret

## Plus de 100 établissements scolaires alimentés en gaz propane

■ Quelque 146 établissements scolaires des zones éloignées de la wilaya de Tiaret seront alimentés en gaz propane, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de l'énergie. Le responsable du secteur, Miloud Boudjela, a indiqué à l'APS que ces établissements sont implantés dans les zones éloignées et non raccordées au réseau de gaz naturel de 39 communes. La wilaya de Tiaret, rappelle-t-on compte 42 communes.

Le responsable a précisé que ces établissements à des écoles primaires pour la plupart seront alimentés en gaz propane à l'aide de bonbonnes ou de citernes. Les APC doivent réserver des emplacements à cet effet et assurer les équipements adéquats au sein des écoles. Dans ce sens, 120 écoles seront alimentées par le biais de bonbonnes de propane de 35 kg alors que 26 établissements disposeront de citernes. Le coût de l'opération a été estimé à près de 160 millions DA. Elle porte sur l'acquisition de 101 bonbonnes, 45 citernes et plus de 1.100 chauffages. La wilaya de Tiaret compte 54 lycées, 135 CEM et 509 écoles primaires. Cette région des hauts-plateaux est réputée pour ses hivers rugeux.

R. R.

Souk Ahras

## Près de 60 projets d'investissement validés depuis janvier dernier

**C**inquante sept projets d'investissement, tous secteurs confondus, ont été validés depuis le début de l'année en cours dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris auprès de la direction de l'industrie et des mines (DIM). Il s'agit de vingt-quatre (24) projets du secteur de l'industrie dont la réalisation d'une unité de produits pharmaceutiques dans la commune de Bir Bouhouche, et neuf (9) autres projets liés au secteur agricole dont un groupement agricole prévu dans la dite commune et un complexe avicole dans celle de Sidi Fradj, a précisé le chef du service de la promotion de l'investissement, du développement industriel et du suivi des subventions de l'Etat à la DIM, Mounir Nezar.

Les projets d'investissement validés concernent également la réalisation de six (6) projets touristiques dont un hôtel 4 étoiles, une résidence rurale, un complexe sportif et touristique qui permettra de soutenir le mouvement sportif dans la région, selon le même responsable, ajoutant que trois (3) stations services relevant de la société Naftal, un parking à étages,

deux unités de production de matériaux de construction figurent aussi parmi les projets retenus.

Ces investissements ont nécessité la mobilisation de plus de 102 milliards de dinars et devront permettre la création de 1.433 postes de travail, a-t-il souligné.

Par ailleurs, selon les services de la wilaya, des projets de réalisation de résidences rurales, une expérience première du genre dans la wilaya, portant réalisation d'espaces d'hébergement ruraux à proximité de sites archéologiques de Madaure et de Khemissa, destinés aux touristes de cette région, sont en cours de concrétisation.

Les mesures incitatives encourageant l'investissement dans la wilaya de Souk Ahras ont donné lieu à la création de trois (3) zones d'activités sur une surface de 92 hectares, répartis sur les communes de Sidi Fradj, d'Oued Kebrit et de Bir Bouhouche, a-t-on noté, soulignant que ces espaces seront prochainement réaménagés pour abriter des projets selon les normes requises.

L'année en cours a été en outre marquée par la validation, le mois de mars dernier, d'un autre projet portant réalisation d'un parc industriel, dans la commune de M'daourouch, sur une superficie de 219 hectares par l'agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (ANIRF). Ses travaux de réalisation sont en voie de lancement, selon les responsables de la DIM.

La politique de l'investissement dans la wilaya de Souk Ahras, se basant sur la valorisation des atouts de la région agricole et pastorale, a atteint un certain stade de développement, ce qui favorisera la relance des industries agroalimentaires, touristiques et de services, a-t-on affirmé. La coordination entre les secteurs de l'industrie et de l'agriculture a contribué, a-t-on indiqué, à l'augmentation de la surface réservée à l'arboriculture ce qui permettra la création de nouvelles unités de transformation agroalimentaire et de nouveaux postes de travail permanents dans le domaine de l'industrie agroalimentaire.

G. A.

# CONFLITS ▶▶

Pour reprendre le contrôle de Mossoul

## Washington exhorte les politiciens irakiens à faire front commun

**Un haut responsable américain a appelé jeudi les politiciens irakiens à faire front commun avant le lancement d'une offensive cruciale pour reprendre la ville de Mossoul au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech).**



« Il sera très important que les dirigeants irakiens restent concentrés et s'unissent pour bien faire les choses », a déclaré l'envoyé spécial de la Maison-Blanche auprès de la

coalition internationale anti-EI, Brett McGurk à des journalistes à Bagdad.

« Il ne s'agit pas seulement d'une campagne militaire, pour laquelle nous sommes confiants, mais aussi de son impact humani-

taire pour faire en sorte que les personnes déplacées soient prises en charge », a-t-il ajouté. Il a également souligné l'importance pour les autorités d'agir efficacement pour stabiliser rapidement la situation en cas de reconquête afin que les habitants puissent rentrer chez eux.

L'Irak connaît depuis des mois une crise politique et les querelles entre responsables se sont multipliées. La dernière en date a opposé le ministre de la Défense et le président du Parlement, deux figures éminentes du pays.

M. McGurk, a estimé jeudi que ces querelles n'avaient pas eu de conséquences sur la bataille contre les terroristes mais il a appelé à davantage de cohésion avant l'offensive sur Mossoul, principal bastion de l'EI en Irak. Début août, le ministre de la Défense, Khalid al-Obeidi, a accusé le président du Parlement, Salim al-Joubouri, et plusieurs parlementaires de corruption et de chantage.

Après une enquête rapide, la justice a classé l'affaire mais des querelles persistent.

Mossoul, chef-lieu de la province septentrionale de Ninive, est la dernière grande ville irakienne contrôlée par l'EI. Mais sa reprise s'annonce complexe et pourrait déclencher une crise humanitaire en raison du nombre important d'habitants qui y sont bloqués.

Si le Premier ministre Haider al-Abadi a pro-

mis que le pays serait débarrassé de l'EI à la fin de l'année, M. McGurk s'est refusé à donner un calendrier précis. « La libération de Mossoul approche, ce n'est qu'une question de temps », a déclaré l'émissaire américain.

R. I.

Philippines

### Manille veut discuter avec Pékin sur la mer de Chine

L'envoyé spécial des Philippines en Chine, Fidel Ramos, a dit hier que Manille voulait entamer des discussions formelles avec Pékin concernant le litige autour de la mer de Chine orientale en vue d'explorer les chemins pouvant mener à la paix et à la coopération.

Fidel Ramos s'est exprimé l'issue d'une rencontre avec le vice-ministre des Affaires étrangères chinois Fu Ying, organisée à l'occasion d'un voyage à Hong Kong entrepris pour raviver les relations avec la Chine, qui se sont fortement détériorées en raison d'un contentieux en mer de Chine orientale entre les deux pays.

Le mois dernier, le gouvernement philippin avait rejeté une proposition de la Chine portant sur l'ouverture de négociations bilatérales, disant alors ne pas vouloir discuter avec Pékin au motif que le pays a rejeté début juillet un arrêt de la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye donnant gain de cause à Manille dans ce dossier.

Fin juillet, John Kerry, le secrétaire d'Etat américain, avait dit être en faveur d'une reprise des pourparlers entre les Philippines et la Chine. Pékin réclame la possession de quelque 85% de la mer de Chine méridionale, par laquelle transitent chaque année des mouvements commerciaux représentant plus de 5 000 milliards de dollars (4 540 milliards d'euros).

Les Philippines, le Vietnam, la Malaisie, Taïwan et Brunei ont leurs propres revendications sur ces eaux.

R. I.

Syrie

## Une attaque chimique perpétrée à Alep

L'émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a affirmé qu'un quartier de la ville d'Alep (nord syrien) avait été la cible d'une attaque chimique

« De nombreux éléments probants » laissent penser qu'une attaque chimique aurait été perpétrée à Alep, a indiqué le diplomate onusien dans une déclaration à la presse.

Une enquête est en cours pour vérifier cette information émanant de sources médicales, a-t-il précisé, relevant : « Si cela a eu lieu, c'est un crime de guerre, et à ce titre tout le monde devrait le prendre en compte ».

Le 3 août, le ministère de la Défense russe avait averti que les rebelles avaient employé à Alep des « agents toxiques » faisant sept morts parmi les civils.

S'exprimant au terme d'une réunion du

Groupe de travail international sur l'aide humanitaire, M. de Mistura a également dénoncé « la militarisation du conflit ces derniers temps », notamment dans la région d'Alep.

Il a souligné que l'ONU s'attachait à « l'instauration de 48 h de pause dans les hostilités chaque semaine, indispensables pour organiser les convois humanitaires », en réaction à la proposition russe d'une pause quotidienne de trois heures.

« La Russie a dit qu'elle nous avait entendue et qu'elle était prête à discuter d'une amélioration de cette proposition », a-t-il fait observer, déplorant néanmoins que cette trêve n'était pas totalement respectée jeudi. L'ONU avait déjà demandé à Moscou il y a deux semaines de lui confier la gestion de couloirs humanitaires qu'elle proposait. La

Russie en avait identifié quatre, alors que les Nations unies souhaitent en établir deux et exigeaient une assistance à l'intérieur d'Alep et une évacuation volontaire des civils. « L'accès par la principale route menant à la ville permettrait aussi d'acheminer de l'aide depuis la Turquie. Mais il faut vérifier que seul du matériel humanitaire franchit la frontière », a affirmé de son côté le co-président du Groupe de travail, Jan Egeland. D'autre part, le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) s'est dit jeudi très préoccupé par la situation à Alep, mais aussi les attaques récentes contre les déplacés dans la province d'Idlib.

Le conflit en Syrie a fait plus de 290 000 morts et poussé à l'exode plus de la moitié de la population.

Reda A.

Afghanistan

## Plus de 30 éléments de l'EI tués dans l'Est

Les opérations menées contre le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) dans la province afghane de Nangarhar (est) ont fait 32 morts ainsi qu'une vingtaine de blessés parmi les éléments de ce groupe ces dernières 24 h, a annoncé jeudi l'Armée nationale afghane (ANA).

« Les attaques au sol et dans les airs contre les positions de l'EI ont tué 32 rebelles et blessé 26 autres au cours des dernières 24 h » dans la région d'Achin, déclare l'ANA dans un communiqué, sans mentionner d'éventuelles pertes du côté des forces de sécurité.

Plusieurs villages ont également été libérés lors des opéra-

tions, ajoute le communiqué de l'armée qui a été déployé dans la région. Dimanche, 21 membres de Daech ont été tués dans le district d'Achin, situé dans la province afghane de Nangarhar (est), selon le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Les districts d'Achin et de Kot, voisins, sont considérés comme des foyers de l'EI dans l'est du pays. Bien que des opérations des forces gouvernementales contre le groupe terroriste soient menées depuis des mois dans les zones montagneuses le long de la frontière avec les zones tribales au Pakistan, l'EI demeure toujours actif dans la région. L'armée afghane qui a dépêché ses forces spéciales dans le Helmand (sud),

province productrice de pavot, affirme avoir repoussé les talibans hors d'un district stratégique, desserrant la pression autour de la capitale Lashkar Gah. « Nous avons sécurisé les abords de Lashkar Gah et le district de Nawa est également sous le contrôle des forces armées afghanes », a indiqué jeudi matin le porte-parole du ministère de la Défense, Dawlat Waziri.

« Nous poursuivons les opérations pour nettoyer le district des dernières poches de présence ennemie » a-t-il ajouté, démentant que Nawa, verrou stratégique aux portes de Lashkar Gah, une ville de 200 000 habitants, soit tombée aux mains des insurgés qui contrôlent déjà plusieurs districts

dans la province.

Le conseiller du gouverneur de la province, Tooryalai Hemat, joint sur place, a rapporté que les forces afghanes avaient « repris le contrôle du siège et des bureaux du gouverneur, des services de renseignement et du bazar », laissant entendre en creux que ces zones leur avait au moins un temps échappé.

« L'armée passe de maison en maison pour débusquer les talibans qui se cacheraient chez des civils » a-t-il ajouté. Selon lui « 80 talibans ont été tués », de « nombreux corps » gisent dans les rues.

Les forces spéciales dépêchées mercredi pour contrer la progression des talibans ont apparemment permis à l'armée afgha-

ne de reprendre son souffle.

« Ces opérations (des commandos et forces spéciales) ont donné de bons résultats et permis de repousser les combats hors du centre » de Nawa, qui abrite notamment le siège de la police du Helmand, a indiqué le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Seddiq Seddiqi. La province du Helmand, frontalière du Pakistan et majoritairement pachtoune, est la plus grande des 34 provinces afghanes. Elle assure à elle seule près de 80% de la production mondiale d'opium, importante source de financement des insurgés talibans, et n'a jamais été totalement contrôlée par le gouvernement.

APS



Libye

# Daech a finalement échoué à faire de Syrte son nouveau fief

Il y a encore quelques mois, l'Occident s'inquiétait de voir en Syrte la nouvelle capitale du groupe terroriste. La ville est aujourd'hui en passe d'être reprise par les troupes gouvernementales.



Ils avaient mis cap sur la Libye. Le pays s'était imposé en 2015 comme la nouvelle ligne de front de Daech dans la guerre que le groupe terroriste mène au monde entier. À des milliers de kilomètres des côtes d'Afrique du Nord, le groupe terroriste commençait à enregistrer ses premiers revers sérieux, notamment en Irak avec les pertes des villes de Sinjar et Ramadi. Depuis, le territoire irako-syrien contrôlé par les djihadistes a fondu, passant d'environ 250 000 km<sup>2</sup> à 170 000 km<sup>2</sup>, indique Le Monde à l'aide d'une cartographie interactive.

Dans l'ex-pays de Mouammar Kadhafi, Daech a, ces derniers mois, également enregistré des revers à répétition. Mais de manière beaucoup plus rapide. Alors que la guerre à plusieurs bandes entre milices rivales et l'État islamique semblait encore incertaine début 2016, l'embryon d'un gouvernement libyen unifié a permis de rassembler autour de la personne de Faïez Sarraj les brigades et milices

de Tripolitaine (province de l'ouest), pour reprendre les quelque 200 km de zones côtières contrôlées par les combattants de Daech autour de la ville de Syrte.

Le 10 août 2015, les forces gouvernementales libyennes, qui ont reçu le soutien de troupes américaines au sol, ont annoncé la prise du centre de commandement du groupe djihadiste dans son fief libyen.

Si la victoire n'est pas encore totale, Daech semble ne plus être en mesure de contrôler à l'avenir - au moins à moyen terme - de larges territoires dans le pays.

## L'Europe a connu le grand frisson

Quand il était devenu clair que l'État islamique renforçait ses positions et se construisait un nouvel «État» en Libye, quelques mois plus tôt, le continent européen avait pris peur, visualisant une menace directe sur l'autre rive de la Méditerranée.

«Si ce monde explose ou se décompose, les conséquences rejailliront sur tout le continent européen, sans compter l'envoi de terroristes déguisés en migrants qui affluent pour constituer la cinquième colonne. Daech a compris que celui qui contrôle les côtes libyennes contrôlera en fait le flux migratoire vers l'Occident», écrivait Jacques Benillouche sur Slate en novembre 2015.

En fait, l'apparition du groupe terroriste en Libye ressemblait à une Hydre: plus on coupait de têtes de la créature maléfique en Syrie et en Irak, et plus de nouvelles repoussaient à Syrte, Derna ou Benghazi.

Le *New York Times* indiquait également en novembre 2015 que les djihadistes se préparaient à perdre Raqqa, ce qui avait poussé les têtes pensantes de l'organisation à repenser leur stratégie notamment en dépêchant une partie de son état-major en Libye; comme l'un des chefs irakiens de l'EI, Abou Ali al-Anbari, qui était soupçonné

de s'être rendu en bateau à Syrte. Finalement, dix mois plus tard, Raqqa est toujours la capitale de Daech, qui a à l'inverse perdu ses positions dans la ville libyenne.

En février 2016, des haut-grades du renseignement américain affirmaient que le nombre de combattants de l'État islamique avait grimpé à 6 500 personnes, alors que dans la zone irako-syrienne les effectifs de l'organisation avaient chuté d'un peu plus de 31 000 djihadistes à environ 25 000, notamment en raison des bombardements.

«L'État islamique conforte son implantation dans le pays en y envoyant toutes ses nouvelles recrues étrangères venant de Syrie et d'Irak. La Libye devient la plaque tournante du djihadisme mondial. Il dispose d'une forte capacité de nuisance auprès du monde musulman, tout en étant à quelques centaines de kilomètres de l'Europe», écrivait l'AFP à la même époque.

## Pas de soutien des populations

Mais la grande faiblesse de l'État islamique en Libye est de n'avoir, contrairement en Irak où il a joué sur la division entre sunnites et chiites, pas bénéficié d'un soutien d'une partie de la population. «La majorité des Libyens n'acceptent pas la présence de l'EI. Une armée régulière libyenne est capable de vaincre Daech directement au sol», confiait le général Idris Madi, l'un de haut-responsables de l'armée de Tobrouk au média américain *The Daily Beast* en février. Le groupe fait face à une forte résistance de la population ainsi qu'à des difficultés à bâtir et entretenir des alliances locales, affirmaient quant à eux des experts de l'ONU à l'AFP.

L'EI est certes capable de commettre des attaques terroristes partout en Libye mais son nombre limité de combattants ne lui permet pas une rapide expansion territoriale.

Et ce qui a finalement balayé Daech à Syrte, ce sont les négociations entre la communauté internationale et les milices locales, qui a débouché sur la création du Gouvernement d'accord national (GNA).

AFP

Mali

## On a retrouvé les corps de cinq soldats maliens portés disparus

■ Cinq soldats maliens étaient portés disparus suite à une attaque lundi 8 août contre leur position dans la région de Tenenkou, non loin de Mopti, au centre du Mali. L'armée annonce avoir retrouvé ces corps.

Quatre corps ont été retrouvés le mardi 9 août, et un cinquième ce matin dans le secteur de Tenenkou, dans le delta intérieur du fleuve Niger, selon un responsable du service de communication de l'armée. Cette source précise que les dépouilles sont en train d'être examinées pour déterminer les causes exactes de la mort de ces soldats.

Un autre responsable militaire a lui indiqué que les quatre premiers corps ont été «rejetés par le fleuve». Une enquête a été ouverte pour déterminer «s'ils ont été tués et jetés dans le fleuve ou s'ils sont morts par noyade», a-t-il précisé.

Ces soldats étaient portés disparus depuis lundi. La veille, un convoi militaire malien était tombé dans une embuscade entre les localités de Dia et Diafarabé, dans la zone de Tenenkou. Après l'envoi de renforts sur place, des affrontements avaient eu lieu lundi. C'est au cours de ces combats que les cinq soldats avaient été portés disparus. Cette double attaque a été revendiquée par la katiba Macina de Ansar Dine. Ils détiendraient six autres soldats maliens en otages, capturés lors de l'attaque de Nampala le 19 juillet dernier. Après la diffusion d'une vidéo de ces otages il y a une semaine, l'armée avait reconnu être sans nouvelles de six de ses hommes.

RFI

Elections en Zambie

# Journée de vote calme marquée par une forte participation

Les Zambiens ont voté jeudi passé pour élire leur président de la République. Aucune tendance ne se dégage pour l'instant parmi les neuf candidats à cette élection. On s'achemine toutefois vers un duel serré entre le sortant Edgar Lungu et son principal rival Hachaine Hichilema. Un scrutin qui s'est déroulé dans le calme en dépit d'une forte participation de la population. Tout au long de cette journée, les Zambiens se sont massivement déplacés aux urnes. Les médias locaux estiment le taux de

participation à plus de 60 %. C'est à 6h jeudi matin que le scrutin a démarré. Et, jusqu'à la clôture à 18 h, heure locale, les électeurs ont continué à affluer dans les bureaux de vote. Edgar Lungu a voté peu avant midi dans le quartier de Tchawama, au centre de Lusaka. Même si les radios zambiennes diffusaient encore des appels au calme dans la matinée, avec la crainte de voir les élections se dérouler dans un climat tendu, la journée de vote a été paisible et ce malgré une campagne électorale agitée. Seul inci-

dent notable, une bagarre entre deux hommes dans un bureau de vote au sud du pays. C'est la deuxième élection présidentielle en l'espace de 18 mois pour les électeurs zambiens. En 2015, une élection anticipée avait eu lieu après le décès de l'ex-président Michael Sata. Edgar Lungu l'avait emporté avec moins de 28 000 voix d'avance sur son rival Hachaine Hichilema, soit 1,5% d'écart, lors d'une élection à un tour. Les deux hommes devraient à nouveau se faire face durant ce scrutin de 2016. Cette fois, de

nouvelles règles constitutionnelles stipulent que si aucun candidat ne dépasse 50 % des voix, un second tour devra être organisé. Le dépouillement a démarré dès la clôture des bureaux de votes. Les premières tendances sont prévues sous 48 h. «Dans deux jours, nous aurons une conférence de presse avec une présentation. Là, on aura les données, fait savoir Cécile Kyenge, à la tête de la délégation des observateurs envoyés par l'UE. Notre analyste sur les statistiques aura plus de précisions sur les données pour

savoir ce qui se passe exactement».

La députée européenne a en tout cas tenu à féliciter le peuple zambien pour sa mobilisation à l'issue de cette journée de vote : «Je voudrais remercier les Zambiens pour être sortis en masse pour exercer leur droit de vote. Dans tous les bureaux de vote où nous sommes passés, il y avait de longues files, c'est la preuve qu'il y a une bonne participation et la bonne volonté de pouvoir voter».

RFI

# Banque mondiale, une zone de non-droit protégée par des juges

**Un tribunal de Washington a autorisé la Banque mondiale à ne pas répondre de ses actes devant la justice étasunienne [1]. Les plaignants indiens ont déjà fait appel de cette décision qui confère à la Banque mondiale une immunité qui la place de facto au dessus des lois.**

Par Renaud Vivien

**L**e litige oppose des pêcheurs et des paysans indiens à la Société financière internationale (SFI) – la branche de la Banque mondiale chargée de soutenir le secteur privé – qui a financé à hauteur de 450 millions de dollars la construction d'une centrale à charbon (dans l'État fédéré de Gujarat situé dans la partie ouest de l'Inde). Les plaignants demandent aux juges de Washington, où se trouve le siège de la Banque mondiale, de condamner la SFI (Banque mondiale) à réparer le préjudice social et environnemental causé par cette centrale de charbon construite près des terres où ils vivent et travaillent. Les conséquences néfastes sont multiples : dégradation de l'air et de l'écosystème marin, empoisonnement de l'eau, déplacement de populations, destruction du mode de vie des communautés locales.

Ce qui est reproché précisément à la Banque mondiale est « sa conduite irresponsable et négligente » à toutes les étapes du projet. La SFI a non seulement financé la centrale à charbon mais a également fourni des conseils et supervisé l'ensemble de sa construction. Pourtant, dès le début de ce projet, la SFI a elle-même reconnu qu'il comportait des risques importants et que ses impacts néfastes étaient potentiellement irréversibles sur les communautés locales et leur environnement. Une plainte en interne a ensuite été déposée par les paysans et pêcheurs indiens auprès du service de médiation de la Banque mondiale : the Compliance Advisor Ombudsman (CAO). Ce dernier a donné raison aux communautés locales dans un rapport concluant que la SFI n'a pas respecté ses propres procédures de sauvegarde environnementale et sociale. Mais la banque a décidé de rejeter ces conclusions et de poursuivre le projet.

Cette affaire est loin d'être un cas isolé. La Banque mondiale a admis en mars 2015 que « la supervision de ces projets était souvent peu ou non documentée, que l'application des mesures de protection ne faisait pas l'objet du suivi nécessaire et que le risque élevé de certains projets pour les populations environnantes n'avait pas été suffisamment évalué ». Selon une étude d'OXFAM, la SFI « n'a qu'une connaissance limitée des résultats pour les bénéficiaires finaux » car l'évaluation des projets qu'elle finance se base uniquement sur des chiffres transmis par l'institution financière cliente et intermédiaire de la SFI.

Comme l'a souligné le Conseil consultatif belge sur la cohérence des politiques, plusieurs projets financés par la SFI se sont traduits par de graves infractions aux droits humains : accaparement des terres, répression, arrestations arbitraires ou meurtres afin de faire taire les mouvements de protestation contre certains projets financés par la banque. Le cas de la l'entreprise Dinant au Honduras illustre bien cette situation. En 2010, Dinant avait été impliquée dans un conflit foncier au cours duquel six paysans



avaient été abattus par les forces de sécurité privée de la firme. L'enquête subséquente du CAO de la Banque mondiale a démontré que la SFI était au courant des problèmes entourant les activités de Dinant. Mais aucune condamnation n'a suivi. Citons également l'enquête de terrain réalisée dans quatorze pays, couplée à un travail d'analyse de milliers de rapports par le consortium international de journaliste d'investigation (ICIJ), qui révèle que les projets financés par la Banque mondiale ont contraint près de 3,4 millions de personnes à quitter leur domicile depuis 2004, parfois avec le recours des policiers armés chargés de les expulser.

Constatant toutes ces violations, le Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté Philip Alston a présenté devant l'Assemblée générale de l'ONU le 4 août 2015 un rapport cinglant consacré à la Banque mondiale, affirmant que « la Banque mondiale s'assied sur les droits humains, elles les considère davantage comme un maladie infectieuse que comme des valeurs et des obligations universelles ».

Ce comportement de la banque est en total décalage avec ses obligations juridiques. En effet, la Banque mondiale a non seulement l'obligation de respecter ses règles internes (comme les procédures de sauvegarde environnementale et sociale) mais aussi toute règle pertinente du droit international général incluant les instruments de protection de droits humains. Comme l'a rappelé récemment le Comité de l'ONU pour les droits économiques, sociaux et culturels dans une déclaration officielle datée du 24 juin 2016, la Banque mondiale comme toute autre organisation internationale doit impérativement respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme, les principes généraux du droit international et les Pactes de 1966 sur les droits humains. De plus, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), en tant qu'agences spécialisées de l'ONU, sont liés par les objectifs et principes généraux de la Charte des Nations Unies, parmi lesquels figurent le respect des droits humains et des libertés fondamentales. Par conséquent, il leur est interdit d'imposer des mesures qui empêchent les États de se conformer à leurs propres obligations nationales et internationales en matière de droits humains.

La Banque mondiale agit donc dans l'illé-

galité lorsqu'elle finance des projets, tels que la centrale à charbon en Inde, qui ont des conséquences préjudiciable sur les droits humains et l'environnement mais aussi lorsqu'elle fixe avec le FMI des conditionnalités à leurs prêts, qui vont à l'encontre des droits humains. Le droit à l'eau est, par exemple, régulièrement violé par les privatisations imposées dans ce secteur tout comme le droit à la santé est bafoué par les réductions de dépenses publiques dans la santé. Autre exemples, les conditionnalités visant la dérégulation du marché du travail et le démantèlement des systèmes publics de protection sociale vont directement à l'encontre du droit au travail et à la protection sociale. Ces droits sont aussi sérieusement mis à mal dans le rapport « Doing Business » publié tous les ans par la banque. Dans ce rapport, tous les États sont évalués et classés en fonction de la facilité à y « faire des affaires », sur base d'une batterie d'indicateurs comme l'indicateur « employing workers » qui considère que toute forme de législation protégeant les travailleurs est un obstacle au « business ». Dans le secteur agricole, l'amélioration du « climat des affaires » encourage fréquemment l'accaparement des terres. A titre d'exemple, les réformes ayant permis aux Philippines d'améliorer sa position dans ce classement de la Banque mondiale ont permis aux « investisseurs » dans ce pays de développer des monocultures au préjudice des communautés locales, qui ont été expulsées de leurs terres ancestrales. Dans le domaine agricole toujours, la Banque mondiale publie un autre rapport intitulé « Enabling the Business of Agriculture » qui encourage les gouvernements à privatiser des filières agricoles au détriment notamment des petits producteurs.

Alors qu'un principe élémentaire du droit est de réparer le dommage qu'on a causé du fait de sa propre faute, les juges de Washington ont rendu une décision qui va à l'encontre de ce principe puisqu'ils considèrent que la Banque mondiale jouit d'une immunité en tant qu'organisation internationale. Ce qui lui garantit une impunité pour toutes ses actions qui violeraient les droits des populations. Pire, plus ses actions illégales sont nombreuses et plus les juges étasuniens la protègent, au motif que la multiplication d'actions en justice contre la banque risquerait d'entraver le bon déroulement de ses activités. C'est ce qu'indique le raisonne-

ment des juges de Washington.

En effet, lorsque les avocats des plaignants indiens invoquent à juste titre l'article 7 section 3 des statuts de la Banque mondiale qui prévoit explicitement que la banque peut être poursuivie en justice sous certaines conditions, les juges rétorquent que cette possibilité de poursuivre en justice ne vaut que dans les cas où ces poursuites sont dans l'intérêt de la banque ! Selon les juges, il faut appliquer cet article 7 section 3 en tenant compte de l'article 7 section 1 des statuts, qui indique que la banque a renoncé à son immunité dans le but de remplir ses fonctions. Ce qui fait dire aux juges que la Banque mondiale a eu l'intention de lever son immunité uniquement dans les cas où cela lui profite. Lorsque les avocats des paysans indiens répondent que cette action en justice aura comme effet positif d'inciter la Banque mondiale à respecter ses propres procédures de sauvegardes sociales et environnementales et donc à agir de façon responsable à l'avenir, le tribunal rejette cet argument en disant que le « bénéfice » pour la banque est marginal comparé aux « coûts substantiels » qu'entraînerait la levée de cette immunité. Accepter de juger ce cas de violation de droits humains aurait de trop lourdes conséquences pour la banque car cela ouvrirait la « boîte de pandore » avec d'autres actions en justice contre elle. Rappelons, en effet, que la Banque mondiale tout comme le FMI n'ont jamais eu à rendre de compte devant la justice, en plus de soixante ans d'existence ?

Alors que plusieurs rapports épinglent les multiples violations de droits humains par la Banque mondiale – ce qui devrait logiquement inciter les tribunaux à (enfin) sanctionner ces violations – les juges étasuniens font l'inverse en renforçant la Banque mondiale comme « zone exempte de droits de l'homme » comme l'a qualifiée le Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté.

Face à ce jugement, les communautés indiennes affectées ne baissent pas les bras et ont déjà fait appel. Le CADTM les soutient pleinement dans leur lutte et appelle à multiplier les procès à chaque fois que cette banque cause des dommages à la population et l'environnement. L'impunité de la Banque mondiale n'a que trop duré.

R. V.

# L'Iran est toujours la cible des services secrets occidentaux et de leurs alliés

**Le 14 juillet 2015, à Vienne, l'Iran et le groupe P5+1 (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie, Chine et Allemagne) ont signé l'accord sur le nucléaire qui a mis fin - du moins sur le papier - à l'embargo frappant le pays.**

Par Gilles Munier

**D**epuis, non seulement les Américains rechignent à l'appliquer, mais ils tentent à nouveau de renverser le régime islamique avec le soutien de leurs alliés occidentaux et locaux - Israël et l'Arabie saoudite - et avec toujours en perspective la partition du pays.

Il y a quelques mois, l'ayatollah Ali Khamenei, Guide de la Révolution islamique iranienne, a reçu des familles de Gardiens de la Révolution islamique tués en Syrie et en Irak et leur a déclaré que leurs enfants avaient donné leur vie pour protéger des lieux saints chiites de la destruction, les populations de ces pays, et pour que l'Iran n'ait pas à combattre demain le même ennemi "à Kermanshah, à Hamadan et dans d'autres provinces".

En tête des "ennemis" menaçant la sécurité intérieure de l'Iran : l'Etat islamique bien sûr, mais aussi des organisations locales - djihadistes et/ou séparatistes - surtout actives dans les régions frontalières.

## Menaces djihadistes et séparatistes

Ces dernières semaines, des affrontements violents ont opposé le Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) à des groupes armés au Kurdistan, Sistan-Balouchistan, Azerbaïdjan oriental, Khouzistan (Ahwaz) :

► Depuis que Massoud Barzani a décidé, en mars dernier, de relancer le séparatisme kurde, mis en sommeil en Iran depuis 1996, les peshmerga du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (PDK-I) - dirigé par Mustapha Hijri - tentent de s'implanter dans les zones montagneuses et les villes proches de la frontière avec l'Irak. La tension est telle que le général Pakpour -



commandant des forces terrestres des CGRI - menace d'intervenir militairement au Kurdistan irakien si l'ordre n'est pas donné de rappeler les combattants. Comme Barzani ne s'est pas lancé dans cette aventure sans assurances de la CIA et du Mossad, la situation ne peut que dégénérer. D'autant plus que selon l'agence Stratfor - surnommée la CIA bis - Mustapha Hijri veut maintenant réunir toutes les organisations séparatistes iraniennes en un "Congrès des nationalités pour un Iran fédéral"...

► Le 20 juin dernier, l'amiral Ali

Chamkhani - secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale - a révélé que ses services ont déjoué « l'un des plus importants complots terroristes » ourdi par des organisations djihadistes qui « envisageaient de mener des attentats-suicides à Téhéran ». Du jamais vu !

► Le 22 juin, six séparatistes de la GAMO (South Azerbaïdjan National Army) ont été arrêtés en Azerbaïdjan iranien en possession de "documents sensibles et d'informations destinés à une puissance étrangère".

► Le 23 juin, plusieurs équipes de saboteurs ont été arrêtées dans la province pétrolière du Khouzistan, dont le Mouvement de lutte arabe pour la libération d'Ahwaz (ASMLA) réclame l'indépendance.

► Le 10 juillet, un commando du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) - lié au PKK turc - a blessé un député et un préfet iranien dans une embuscade tendue dans la province de Kermanschah, et tué leur chauffeur.

► Le 21 juillet, 40 personnes se préparant à attaquer deux "importants centres militaires et de sécurité de Khash", dans la province du Sistan Balouchistan, ont été arrêtés. Il s'agit de rebelles appartenant à Jeïch al-Adl (L'Armée de la justice), un groupe armé sunnite baloutche qui a pris la suite de la Jundallah (L'Armée de Dieu), en grande partie démantelée après l'arrestation et la pendaison de son chef - Adel Malek Rigi -, le 20 juin 2010.

Selon plusieurs médias occidentaux, la Jundallah était financée, entre autres, par le Mossad qui, pour ne pas gêner ses interlocuteurs islamistes baloutches, faisait passer ses agents... pour des membres de la CIA !

## « Feu » Massoud Radjavi...

Le 9 juillet dernier, lors du rassemblement annuel de l'Organisation des Moudjahidine du Peuple (OMPI), groupement iranien d'opposition aujourd'hui proche des néoconservateurs américains et d'Israël, le prince saou-

dien Turki al-Fayçal - ancien chef des services secrets et ancien ambassadeur à Washington - a jeté un pavé dans la mare en laissant clairement entendre que Massoud Radjavi, fondateur de l'OMPI, était décédé. On imagine l'embarras de Myriam, son entreprenante épouse, devenue chef de l'organisation depuis la disparition inexplicable et inexpliquée de son mari.

Myriam Radjavi devrait démentir la mort de Massoud Radjavi et prouver qu'il est bien vivant... ou confirmer son décès et, dans ce cas, dire dans quelles circonstances il a perdu la vie et pourquoi elle n'a pas annoncé sa mort. Y aurait-il quelques "vilénies" à camoufler? La "légitimité" de la dirigeante en dépend. Cela dit, tout le monde a compris que l'OMPI bénéficie officiellement du soutien de l'Arabie, ce qui était jusqu'ici un secret de polichinelle.

## Vers un remake de la guerre Iran-Irak ?

La recrudescence actuelle d'activités subversives en Iran n'est pas sans rappeler 2007, période où George W. Bush et Dick Cheney comptaient renverser le régime iranien grâce à des bombardements précédés d'attentats à caractère ethnique et religieux. A l'époque, le projet avait été différé, sans considération pour la vie des militants séparatistes qui y avaient cru... et Mahmoud Ahmadinejad avait été réélu triomphalement deux ans plus tard.

Les attaques dont l'Iran est victime préfigurent-elles le déclenchement d'un nouveau conflit arabo-persé? L'« Alliance islamique contre le terrorisme », a-t-elle été créée dans cette perspective? Ceux qui ont écouté le prince Turki à l'Académie diplomatique internationale, en janvier dernier, se le demandent, étonnés de l'hommage qu'il y a rendu au chrétien orthodoxe Michel Aflaq, « grand penseur de l'arabisme », fondateur du parti Baas, omettant, sans doute à dessein, de signaler que ce dernier se serait converti « clandestinement » à l'islam sunnite à la fin de sa vie.

G. M.



Changement climatique et accroissement des feux de forêt

# L'ONU avertit du lien entre les deux phénomènes

**Le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, Robert Glasser, a souligné le lien entre les incendies de forêt qui font rage à de nombreuses parties du monde, et les conséquences du dérèglement climatique.**

« Les feux de forêt sont un type de catastrophe complexe et difficile. Nous pouvons nous attendre à en voir plus alors que les canicules et les sécheresses deviennent plus fréquentes et plus intenses en raison du changement climatique et d'autres facteurs », a indiqué M. Glaser dans une déclaration publiée jeudi à Genève.

L'année dernière a été l'année la plus chaude enregistrée dans l'histoire et que cette tendance semble se poursuivre avec de nouveaux records de température établis chaque mois, a signalé le représentant spécial.

« Le manque de gestion des forêts, la croissance des zones urbaines à proximité

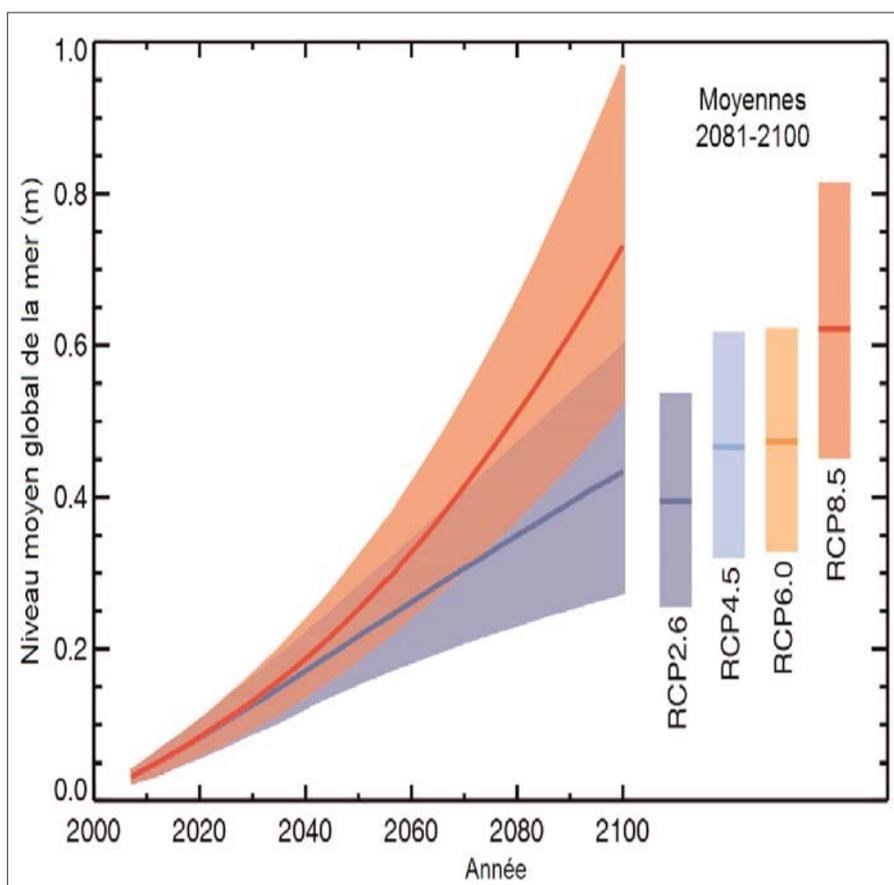
des forêts et les incendies d'origine humaine sont tous des facteurs de risque qui doivent être traités par les autorités de gestion des catastrophes », a également pointé M. Glasser.

« Le scénario le plus effrayant est lorsque des grandes villes sont menacées comme nous l'avons vu cette semaine dans le cas de Funchal et de Marseille », a-t-il averti.

Le rapport d'évaluation global publié en 2013 par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) indique que l'impact dévastateur des feux de forêt sur les ressources naturelles n'a pas été quantifié ou suffisamment pris en compte.

« Les incendies affectent de nombreux services écosystémiques, y compris le stockage du carbone, le soutien à la biodiversité, la protection des sources d'eau, la réduction de l'érosion des sols et la dégradation des terres et la régulation du climat », a précisé l'étude d'UNISDR qui ajoute que de tels feux peuvent maintenant entraîner une perte de services éco systémiques de l'ordre de 146 à 191 milliards de dollars par an.

Agence



JO-2016/Dopage

## L'athlète Bulgare Silvia Danekova testée positive

■ L'athlète bulgare Silvia Danekova, spécialiste du 3000 m steeple, a reconnu vendredi avoir été contrôlée positif lors d'un test anti-dopage aux jeux Olympiques de Rio. « Nous avons appris que mon quatrième test est positif. Le choc pour moi est incroyable », a indiqué à la télévision publique bulgare BNT. Danekova, 33 ans, temporairement suspendue dans l'attente de l'examen de l'échantillon B, a regagné son pays. Selon BNT, elle a été testée positive à l'EPO.

Agence

Chine

## Au moins 21 morts dans l'explosion d'une centrale électrique

■ Une explosion jeudi dans une centrale électrique du centre de la Chine a fait au moins 21 morts et cinq blessés, dont trois grièvement touchés, a rapporté l'agence de presse Chine nouvelle, citant les autorités locales. La déflagration a été provoquée par la rupture d'une conduite de vapeur sous pression dans un site industriel de la ville de Dangyang, dans la province du Hubei (centre), précisaient d'autres médias officiels. Cet accident intervient presque un an jour pour jour après la terrible explosion en août 2015 d'un entrepôt de produits chimiques dans le port de Tianjin (nord), qui avait ravagé le quartier alentour et tué au moins 165 personnes. Des accidents fréquents pointent le piètre bilan de la Chine en termes de sécurité industrielle, les réglementations y étant régulièrement ignorées.

Agence

Incendies en Espagne

## Plus de 5.000 hectares ravagés par les flammes

Plus de 5.700 hectares ont été ravagés par les flammes en cinq jours en Espagne où les pompiers s'employaient vendredi à éteindre une quinzaine de feux de forêt - en majorité d'origine suspecte - dans le nord-ouest du pays, ont indiqué les autorités espagnoles.

« On ne peut pas le confirmer, jusqu'à ce que la police établisse les causes, mais il est certain que dans les derniers jours, différents engins incendiaires ont été découverts sur place », a expliqué une

source au sein de l'administration régionale, citée par l'AFP, relevant à titre d'exemple que « cinq foyers étaient apparus, l'un après l'autre, dans la localité d'Arbo (province de Pontevedra), où plus de 1.500 hectares ont été brûlés ».

Cinq des quinze incendies recensés progressaient encore vendredi matin, dont trois menaçaient des habitations. Dix autres feux ont pu être « stabilisés » ou « contrôlés » par les pompiers mais ne sont pas encore éteints, selon le gouvernement

régional.

Les entreprises du secteur du bois en Galice ont condamné les incendies forestiers qui détruisent les montagnes de leur région très verte, « grande réserve forestière de l'Espagne ».

Leur confédération, Confemadera Galicia, a réclamé jeudi dans un communiqué la « tolérance zéro envers les incendiaires » et des « peines exemplaires » à leur encontre

R. I.

26 records de médailles olympiques à son actif

## Michael Phelps annonce sa retraite

Michael Phelps, qui a porté son record de médailles olympiques à 26 dont 22 en or jeudi soir à Rio, a reconnu qu'il souffrait sur le plan physique. « Mon corps souffre, j'ai mal aux jambes. Je suis fatigué, a détaillé Phelps, juste après avoir décroché la médaille d'or sur 200 m 4 nages et une qualification pour la finale du 100 m papillon en moins de quarante minutes.

« Entre les deux courses, j'ai essayé de rester actif. J'ai fait des squats, j'ai nagé 400 mètres. J'ai absorbé quelques calories. J'ai fait tout ce qu'il fallait pour faire un dernier bon 100 m et décrocher une ligne d'eau pour demain (vendredi) soir », a-t-il raconté.

« C'est fou, a-t-il poursuivi, de se dire qu'il y a 20 ans j'apprenais à nager et que tout va s'arrêter dans 48 heures. »

Michael Phelps, qui avait mis un terme à sa carrière après les JO-2012 à Londres, a finalement retrouvé le chemin des bassins après quelques écarts de conduite.

Il a annoncé qu'il prendrait sa retraite après ces JO. Il doit disputer vendredi la finale du 100 m papillon et s'il est retenu, être aligné avec le relais américain sur 4x100 m 4 nages samedi.

R. I.

Afghanistan

## Quatre civils tués par un engin explosif improvisé

Quatre civils afghans ont été tués hier, dans l'explosion d'un engin explosif improvisé (EEI) dans la province de Kandahar, dans le sud du pays, a déclaré le porte-parole du gouvernement provincial Samim Khpalwak. « Un véhicule a heurté un engin explosif improvisé sur une route de la localité de Shaalghamai, dans le district de Maiwand, vers 7h30 heure locale.

Quatre passagers ont été tués dans l'explosion », a indiqué le porte-parole. Il a accusé les ennemis de l'Afghanistan, une formule qui fait référence aux talibans, d'être responsable de cet attentat, qui a eu lieu à 450 km au sud de la capitale afghane Kaboul. Les talibans cherchent à frapper les forces de sécurité avec ces engins explosifs improvisés, mais ces armes font

également des victimes parmi les civils, selon les autorités militaires. Quelque 1.600 civils ont été tués et plus de 3.560 autres blessés dans des violences et des attentats perpétrés par les talibans au cours du premier semestre de cette année, selon des responsables de la mission des Nations Unies dans le pays.

R. I.

Théâtre

# Ettoufah de Alloula présentée à Washington et New York

La pièce sera présentée au Centre Kennedy (The Kennedy Center Millenium Stage) à Washington le 5 septembre puis au théâtre Hennessy à New Hampshire (Nord-Est), le 17 septembre.



La pièce *Ettoufah* (Les pommes) du dramaturge algérien Abdelkader Alloula, produite par la troupe théâtrale d'Oran Istijmam, sera présentée à Washington et New York du 5 septembre au 2 octobre prochain, selon les organisateurs. La pièce sera présentée au Centre

Kennedy (The Kennedy Center Millenium Stage) à Washington le 5 septembre puis au théâtre Hennessy à New Hampshire (Nord-Est) le 17 septembre. La troupe se produira également au théâtre La Mama à New York le 29 septembre dans le cadre de la 55<sup>ème</sup> saison culturelle 2016-2017 de cet

établissement théâtral séculaire. La tournée de la troupe Istijmam aux Etats unis s'inscrit dans le cadre du programme culturel américain Center stage auquel contribuent plusieurs établissements culturels américains. La pièce de 75 minutes qui traite de plusieurs thèmes

sociaux est composée de trois comédiens dont Rihab Alloula, fille de feu Alloula assassiné le 10 mars 1994. Outre la pièce *Ettoufah*, le défunt était connu pour sa célèbre trilogie *Lagoual* (Les dire -1980), *Lajouad* (Les généreux- 1984) et *Litham* (Le voile - 1989). H. R.

Après de longues années d'absence

## Le groupe Djurdjura retrouve ses fans

Djurdjura, le célèbre trio féminin de musique kabyle engagé en faveur de la liberté d'expression et de la condition de la femme, a animé jeudi soir au Centre des arts de Sidi Fredj (Casif) un concert au grand bonheur de ses fans venus nombreux.

Organisée par l'Office national de la culture et de l'information (Onci), la soirée a drainé des centaines de personnes venues découvrir, pour certains et notamment retrouver, pour d'autres, ce groupe qui a fait son retour sur la scène algéroise après près de 30 années d'absence.

Fondé en 1979 par Djouhra Abouda, le trio composé jadis de trois sœurs, a gratifié le public de plusieurs titres qui ont fait la renommée de ce groupe de chants amazighs rejoint actuellement par

deux nouvelles jeunes chanteuses choristes : Nabila et Nassira, en remplacement de deux de ses membres l'ayant quitté.

Djouhra ou Djura pour les intimes, a enchanté ses fans avec sa voix cristalline qui porte aussi haut que le mont du Djurdjura dont le groupe tire son nom.

Accompagnées par cinq musiciens, Djura, Nabila et Nassira ont revisité plusieurs anciennes chansons du trio qui évoquent des thèmes variés tels que l'amour, la liberté, l'immigration, la nostalgie et l'identité.

*Idurar n djerdj* (Mont Djurdjura), *Tafat* (Lumière), *Yiwen wass* (Un jour) ou encore *Yir ussan* (Les mauvais jours) sont, entre autres, les chansons proposées lors de cette soirée de retrouvailles.

Le thème de l'identité n'était

pas en reste puisque le groupe qui a à son actif plusieurs albums dont *Le Printemps* (1979), *Assirem* (1980), *A Yemma* (1982) et *Univers-elles* (2004), a interprété *Kker a mmis umazigh* (Debout fils d'Amazigh), un chant écrit en 1945 par Mohand Ouidir Aït Amrane.

Offrant des ballades alliant musique traditionnelle kabyle, rock et folk, le groupe dont le Best-of sortira début 2017, a su capter l'attention d'un public émerveillé. Le trio s'est aussi laissé emporter par des airs festifs en exécutant des danses typiques de la Kabylie.

En hommage à la petite Nihal Si Mohand, disparue puis retrouvée morte à Tizi Ouzou récemment, Djura a invité l'assistance à marquer une minute de silence avant d'interpréter une chanson à sa mémoire. H. Y.

Tizi Ouzou

## Coup d'envoi du Festival de la robe kabyle à Ihamziene

La 7<sup>ème</sup> édition du Festival de la robe Kabyle s'est ouvert jeudi dernier au village Ihamziene dans la commune d'Illoula Oumalou relevant de la daïra de Bouzeguène, à l'extrême sud-est de Tizi Ouzou.

Arriver à porter la robe traditionnelle locale «sans complexe» est le principal objectif que se sont fixés les organisateurs qui oeuvrent pour que «ce repère identitaire devienne un habit ordinaire de tous les jours que les femmes vont porter sans complexe dans tous les espaces», a déclaré le président de l'association, Tagmat Athmane Kamel, lors de son intervention à la cérémonie d'ouverture de l'évènement.

La rencontre se veut également un moyen de promouvoir cette filière artisanale qui constitue la fierté de la région, à travers l'encouragement des artisanes et la mise en valeur de cet héritage ancestral qui renseigne sur la richesse du patrimoine local, a-t-il signalé.

Le premier responsable de la municipalité a exhorté les responsables locaux présents sur place, à leur tête le chef de cabinet du wali, le président de l'APW de Tizi Ouzou, la directrice de la culture et le directeur du tourisme et de l'artisanat, à contribuer à la réalisation d'un atelier de confection au niveau du village Ihamziene qui sera dédié exclusivement à la robe Kabyle et sa promotion.

«J'espère que les autorités locales nous apporteront l'aide nécessaire pour pouvoir réaliser et inaugurer ce projet à la prochaine édition du festival», a-t-il relevé.

Pour sa part, le président de l'APW de Tizi Ouzou, Mohammed Klalèche, a rappelé que ces rendez-vous contribuent à la promotion de l'activité artisanale et offrent aux artisans une aubaine pour l'échange et l'écoulement de leurs marchandises, ce qui leur permet de perpétuer leurs activités.

Ces fêtes, organisées au niveau des villages, sont également un moyen de consolider l'activité touristique à travers la mise en valeur des richesses naturelles et atouts naturels, culturels, patrimoniaux et historiques, a-t-il précisé, rappelant que l'APW accorde une subvention de un million de dinars à toutes les fêtes et festivals organisés au niveau local.

La 7<sup>ème</sup> édition du Festival de la robe kabyle a regroupé une quarantaine de participants, des couturières pour la plupart venues des wilayas de Tizi Ouzou, Bouira, Boumerdès et Béjaïa.

D'autres spécialités artisanales comme le bijou, la poterie, le tapis et la sculpture sont présents à Ihamziyen depuis jeudi et jusqu'à samedi à travers une variété d'activités inscrites au programme, dont un mariage traditionnel, un concours de la meilleure robe kabyle et un défilé de mode consacré à cet habit. R. C.

## Le jeune groupe Vibrations Gnawa assure le show au Bastion 23

Un concert de musique gnawa, alliant les traditions algériennes et marocaines de ce genre avec une touche de modernité dans le jeu, a été animé jeudi dans la soirée au Bastion 23 à Alger par le groupe Vibrations Gnawa.

Organisé par le Centre des arts du Palais des Raïs, Bastion 23 dans le cadre du cycle «Les musicales du Bastion 23», ce concert, qui diffère des habitudes musicales des lieux, signe une des premières scènes de ce groupe composé de jeunes musiciens ayant déjà fait leurs preuves avec d'autres formations.

Entamant le spectacle par une petite procession, tambour battant, et des danses koyo sur l'esplanade de la batterie rouge de ce palais, les Vibrations Gnawa ont très vite conquis la centaine de spectateurs présents à ce spectacle par leur dynamisme et leur grande énergie sur scène, en plus de rythmes entraînants de ce style ancestrale typiquement Maghrébin.

Autour du Mâllem Islem, le groupe a présenté un répertoire inspiré du gnawa marocain, tout comme leurs tenues de scènes, agrémenté de chorégraphies koyo et de rythmique dansante qui a accroché le public.

Connu pour sa dextérité au gombri, Islem, qui a toujours évolué dans l'ombre, s'est révélé être un véritable leader de groupe et une bête de scène qui a beaucoup travaillé son jeu au gombri donnant parfois l'impression d'exécuter des solos de guitares ou de basse assurant souvent seul l'instrumentalisation.

Sur des morceaux comme *Baba Hamou*, *Youmala* ou encore *Sidi Moussa*, brillamment interprétés par le chanteur du groupe, Rabah, le groupe a assuré une belle harmonie avec le public.

Depuis près d'un mois, ce centre des arts propose une scène ouverte aux jeunes talents en plus de la programmation de jeunes groupes de différents horizons.

En collaboration avec des associations culturelles le Bastion 23 organise également des ateliers de dessin pour les enfants, des expositions et divers autres activités.

«Les musicales du Bastion 23» se poursuivra jusqu'à la fin du mois en cours avec au programme un concert et une scène ouverte chaque jeudi. R. N.

**PAROLES DE FEMMES**

Tout est important, tout est beau, tout est triste. Par où commencer si l'on choisit de dire la vie et d'en faire une œuvre d'art ?  
Michèle Mailhot



# FEMMES

**ILS ONT DIT :**

Combien généreuse est la vie pour l'homme, mais combien l'homme se tient éloigné de la vie !  
Khalil Djebrane

Page animée par Tinhinan

**ACTU-FEMMES**



## JUSTIN BIEBER EN COUPLE AVEC LA FILLE DE LIONEL RICHIE

**L**e chanteur Justin Bieber fait décidément parler de lui. Après s'être montré entièrement nu, le jeune homme semble s'être dégoté une nouvelle amoureuse : la jeune Sofia Richie, qui n'est autre que la fille de Lionel Richie. Leur idylle balbutiante traverse déjà les continents...

La longue liste des conquêtes supposées de Justin Bieber s'allonge encore. Après Selena Gomez, Hailey Baldwin ou Rita Ora, la rumeur court qu'il aurait désormais jeté son dévolu sur la jeune Sofia Richie, la fille de Lionel Richie. En effet, la jolie blonde accompagne actuellement le chanteur en tournée sur son Purpose Tour. Ils ont récemment été vus ensemble à Hawaï, puis ont passé quelques jours à Los Angeles où ils ont été aperçus se promenant main dans la main. Plus récemment, c'est à Chiba, au Japon, où le Biëbs doit se produire les 13 et 14 août prochains, que le jeune couple a été repéré, toujours aussi proche.

Balades sur la plage, randonnées sauvages, sorties en jet privé... Le beau blond a sorti le grand jeu pour séduire la petite sœur de Nicole Richie. Et visiblement ça marche. «Sofia était d'excellente humeur. Elle souriait à tout bout de champ et gloussait avec sa meilleure amie», témoigne une source du site Hollywood Life, qui a croisé la jeune fille au salon de beauté.

Pour l'instant, l'interprète de *Baby* n'a pas encore souhaité s'exprimer sur les rumeurs. L'une des raisons de son silence réside peut-être dans le fait que Sofia Richie est encore mineure - elle n'a que 17 ans - et leur relation pourrait donc être mal vue, notamment par l'opinion américaine. Même si le chanteur n'est sûrement pas à une polémique près, puisqu'il s'est affiché complètement nu il y a quelques jours. La fille de Lionel Richie fêtera toutefois ses 18 ans dans quelques jours, le 24 août prochain, et l'officialisation des deux tourtereaux pourrait donc tomber à ce moment là... Qui sait ? Justin Bieber a peut-être décidé de s'assagir.

**BEAUTÉ**

### DE FAUX PAS BEAUTÉ, QU'ON NE FERA PLUS JAMAIS

**R**appelez-vous l'époque où vous étiez fière d'arborer votre total look glitter, votre mine tartinée de fond de teint orange, vos lèvres surlignées de crayon marron au début des années 90... Et bien voilà autant de beauty souvenirs qu'il faut impérativement banir ... Découvrez notre sélection de 8 fops beauté que vous ne ferez plus jamais... et surtout comment rattraper le coup

**Trop s'épiler les sourcils**

**C'EST LE FLOP BEAUTÉ SI**

Vous êtes une adepte des sourcils fins, très épilés, très arrondis, décolorés ou colorés... autant de faux-pas beauté qu'il faut absolument éviter. En effet, le sourcil structure le visage, encadre le regard, il doit donc être suffisamment épais et bien dessiné.

**C'EST LE TOP BEAUTÉ SI**

Vous osez le sourcil assez épais, bien brossé, qui donne de l'intensité au regard. Le sourcil est un atout majeur de votre beauté, il doit respecter la forme de votre visage.

**LE BEAUTY SECRET**

Si vous hésitez où que ne vous ne vous sentez pas suffisamment à l'aise pour tracer une jolie ligne de sourcils en harmonie avec votre visage, n'hésitez pas à vous faire épiler les sourcils en institut. Il vous suffira ensuite d'ôter les petites repousses en retouche chez vous en respectant la forme du sourcil.

Tracer au crayon foncé le contour de ses lèvres glossy

**C'EST LE FLOP BEAUTÉ SI**

Vous avez pour habitude de tracer le contour de vos lèvres avec un crayon plus foncé que le rouge à lèvres ou le gloss que vous appliquez. C'est le meilleur moyen d'affiner votre bouche et d'afficher un look 90, anti-fashion.

**C'EST LE TOP BEAUTÉ SI**

Vous dessinez préalablement le contour de

vos lèvres avec un crayon ton sur ton avec votre rouge à lèvres.

**LE BEAUTY SECRET**

Avant d'appliquer votre rouge à lèvres, tracez le contour de votre bouche au crayon, puis coloriez l'intérieur des lèvres entièrement. Appliquez ensuite votre rouge à lèvres au pinceau. Tenue maximale garantie .

**Se faire un total look glitter**

**C'EST LE FLOP BEAUTÉ SI**

Vous vous aspergez de paillettes à la première occasion. Certes, le maquillage paillettes et autres fards perlés. Reposez vite cette bombe à paillettes car il n'est plus question de s'asperger les cheveux, le visage et le décolleté pour aller danser...

**C'EST LE TOP BEAUTÉ SI**

Vous adoptez le look paillettes... en touches. Un fard à paupières irisé sur un teint perlé, on dit oui ! Mais aussi un mascara pailleté qui fait discrètement pétiller le regard ou encore un décolleté subligné de nacres pour un effet glamour à souhait.

**LE BEAUTY SECRET**

Optez pour des textures nacrées, perlées, qui ne se voient pas au premier coup d'œil mais se mettent à scintiller dans la lumière.

**Se tartiner de fond de teint pour paraître bronzée**

**C'EST LE FLOP BEAUTÉ SI**

Vous cherchez à paraître bronzée en choisissant pour un fond de teint 3 teintes plus foncées que votre carnation : le meilleur moyen d'avoir une mine marquée et une belle démarcation avec le cou.

**C'EST LE TOP BEAUTÉ SI**

Pour un effet bonne mine, vous choisissez



une poudre de soleil dorée que vous appliquez avec légèreté sur les zones bombées du visage (front, menton, aile du nez, pommettes).

**LE BEAUTY SECRET**

Pour bien choisir la couleur de votre fond de teint, optez pour une nuance qui se fond dans la peau et devient totalement imperceptible. En effet, le fond de teint permet de corriger les petites imperfections tandis que la poudre apporte

**Assortir son fard à paupières à son top rose et bleu**

**C'EST LE FLOP BEAUTÉ SI**

Vous assortez votre fard à paupières à votre top bleu et rose, ou vos chaussures jaunes et vertes, bref, si vous vous faites un

regard venu d'ailleurs pour arborer un total look flashy.

**C'EST LE TOP BEAUTÉ SI**

Vous assortez votre make-up au style de votre look, exemple : une tenue rétro ? Optez pour un joli trait d'eye-liner ; une robe du soir ? Arborez une bouche rouge femme fatale ; Ou encore un look rock ? Optez pour un smoky-eyes assorti à vos pupilles...

**LE BEAUTY SECRET**

Si vous aimez coordonner les couleurs, misez sur le vernis à ongles. Là, toutes les couleurs sont permises !

Du bleu jean au corail, amusez-vous à changer de teintes selon votre look et vos envies.

Le vernis à ongles est le nouvel accessoire de mode de la saison, alors profitez-en !



## Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

JO 2016

# Brahmia attend un réveil de certains athlètes

**L**e chef de mission de la délégation algérienne aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro, Amar Brahmia, n'est pas allé par trente-six chemins pour avouer que la première semaine de compétition des athlètes algériens n'a pas été à la hauteur des espoirs des responsables, même s'il pense qu'elle avait porté son lot de déceptions et de satisfactions.

«Il y a de la déception lors de cette première semaine, il faut analyser la situation et ne pas s'orienter vers le catastrophisme. Ce sont des jeunes qui participent aux Jeux, ils n'ont pas l'expérience du haut niveau encore. Des athlètes comme Bouaoud (tir), Hireche (haltérophilie) et Boufedane (gymnastique) ont à peine 16 ans et c'est déjà un miracle qu'ils soient aux JO. Le fait d'être aux Jeux est déjà extraordinaire, une performance», a déclaré Brahmia.

Après six jours de compétition, la majorité des athlètes algériens engagés dans les épreuves ont été sortis dès le premier tour à l'instar du tir sportif, de la gymnastique artistique et de l'escrime, tandis qu'en judo, c'est mal parti avec deux éliminés sur les cinq qualifiés aux JO.

Pour le premier responsable de la délégation algérienne à Rio, tous les athlètes qualifiés ont bénéficié de tous les moyens pour bien se préparer au rendez-vous brésilien.

«Ceux qui n'étaient pas bien préparés n'avaient qu'à rester chez eux. Rio, ce n'est pas le championnat régional d'Alger ou d'Annaba, ce sont les Jeux Olympiques. Il faut avoir les armes qu'il faut. Ces jeunes athlètes sont venus, il ne faut pas qu'ils fassent des déclarations intempestives pour justifier je ne sais quoi», a souligné le président de la Commission de préparation olympique.

Parmi les grosses déceptions de cette première semaine olympique, l'élimination surprise du judoka Abderrahmane Benamadi, sorti au premier tour par un adversaire ouzbek.

«L'élimination de Benamadi est une énorme déception pour l'athlète et pour



toute la délégation. Il a un meilleur potentiel, il l'a prouvé par le passé en remportant une médaille au championnat du monde en 2005. C'est dommage pour lui, nous allons le soutenir dans ces moments difficiles, ce n'est que du sport. Ce serait bien de remporter des médailles et nous sommes en voie de faire quelque chose. Je sens qu'on va faire quelque chose», a-t-il dit.

Par contre et toujours selon le propose de Brahmia, d'autres athlètes ont volé la vedette à l'image du boxeur Réda Benbaâziz qui a validé son billet pour les quarts de finale, tandis qu'en aviron, le duo Sid Ali Boudina-Amina Rouba a atteint pour la première fois dans l'histoire de la discipline en Algérie, les quarts de finale de l'épreu-

ve du Skiff individuel, ce qu'il estime être une bonne chose pour le sport national.

«Benbaâziz est le parfait exemple de la réussite algérienne au cours de la première semaine des joutes avec une qualification pour les quarts de finale. La médaille n'est pas facile, des pays investissent des millions de dollars pour l'obtenir. Il y a des Jeux où l'Algérie n'a pas remporté la moindre médaille comme en 1988 et 2004, alors qu'à Londres nous n'avons remporté qu'une seule médaille», a noté Brahmia.

Si la première semaine de compétition a été difficile voire calamiteuse pour les représentants algériens, il reste encore dix jours de compétition pour rectifier le tir, d'autant que des athlètes comme Makhloufi, Flissi, Benchebla ou encore Bouraâda ne sont pas encore entrés en lice.

«Il reste quand même 10 jours de compétition durant lesquels beaucoup de choses pourraient se passer. Moi, je pense qu'il y aura des choses positives et la meilleure des choses, c'est la dignité avec laquelle nos athlètes sont en train de se comporter», a-t-il souligné. «Personnellement, je suis confiant et optimiste, il y a de la discipline et un esprit d'engagement à défendre les couleurs nationales chez nos représentants», a-t-il conclu. Tout cela montre que les dirigeants du sport algérien restent quand même solidaires des athlètes malgré ces résultats décevants qui n'ont pas été à la hauteur des moyens mis par les premiers responsables du sport national.

Imad M.

Boxe

## Benchebla qualifié en 1/4 de finale

■ L'Algérien Abdelhafid Benchebla (81 kg) s'est qualifié aux quarts de finale du tournoi de boxe des JO-2016 de Rio de Janeiro en battant le Vénézuélien Ramirez Albert Ramon (2-0), jeudi à l'Arène «Rio Centro». Après avoir raté le premier round face à son adversaire du jour, le champion d'Afrique en titre a su retrouver les forces nécessaires pour revenir dans les deux derniers rounds grâce, notamment, à sa technique mais surtout sa fraîcheur physique. Deux fois cinquième au classement lors de ces deux précédentes participations olympiques, Benchebla affrontera en quarts de finale, prévu dimanche, le Britannique Buatsi Joshua, qui a battu par KO, l'Ouzbek Rasulov Elshod.

Suite à cette qualification, l'Algérie place deux boxeurs en quarts de finale. Il s'agit d'Abdelhafid Benchebla (81 kg) et Réda Benbaziz (60 kg) qui sera opposé au Mongol Otgondalai Dorjnyambuu, vendredi à 22h00 algériennes. De son côté, Lyes Abbadi (75 Kg) affrontera en 1/8 de finale, prévu vendredi, le Kazakh Alimkhanul Zhanibek. Quatre boxeurs sont déjà éliminés de la compétition. Il s'agit d'Abdelkader Chadi (64 Kg), de Chouaib Bouloudinats (91 Kg), de Zohir Keddache (69 Kg) et Hammachi Fahem (56 Kg), sortis dès les premiers tours. Le médaillé de bronze aux Mondiaux-2015 de Doha, Mohamed Flissi (52 Kg), affrontera le 15 août le Russe Aloian Misha pour le compte des 8es de finale.

Basket-ball

## Camp d'entraînement de jeunes talents animé par Fournier à Alger

■ Le basketteur franco-algérien Evan Mehdi Fournier, qui évolue aux Magic d'Orlando (NBA), animera un camp d'entraînement au profit de jeunes talents algériens, prévu du 7 au 11 septembre à Alger, a-t-on appris jeudi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FABB). «L'objectif essentiel de cette opération est de mettre en place une académie de basket-ball dénommée «Evan Mehdi Fournier», assurant une formation pérenne de jeunes talents d'une part, et le recyclage et la formation des entraîneurs d'autre part», a déclaré le directeur technique national, Ali Fillali.

«Les sélections nationales U16 et U15, filles et garçons, seront les principales concernées par ce camp de formation, qui se déroulera à la salle Harcha-Hacène», a précisé le DTN. Né d'une mère algérienne et d'un père français, Evan Mehdi Fournier (23 ans) est un international français qui évolue depuis quatre saisons en NBA. Il a été drafté par les Nuggets Denver en 2012 avant de rejoindre les Magic d'Orlando en 2014.

### Classement Fifa/Août 2016

## L'Algérie se maintient à la 32<sup>e</sup> place

■ L'Algérie a préservé sa 32<sup>e</sup> place au classement de la Fédération internationale de football (Fifa) pour le compte du mois d'août, publié jeudi et qui n'a connu aucun changement notable dans la hiérarchie africaine où les Verts poursuivent leur domination, tout comme l'Argentine sur le plan mondial. S'agissant des adversaires de l'équipe nationale pour les qualifications à la Coupe du monde, le Cameroun a reculé d'une place et devient 54<sup>e</sup> nation mondiale et la 6<sup>e</sup> au plan continental. En revanche, le Nigeria a gagné trois places et pointe désormais à la 67<sup>e</sup> position, au moment où la Zambie en a perdu autant et devient 91<sup>e</sup> nation mondiale. En haut du classement, le Top 20 reste inchangé et est toujours dominé par l'Argentine. Ce statu quo s'explique par la quasi-absence de rencontres internationales disputées depuis un mois. Le Portugal, vainqueur de l'Euro-2016, se maintient à la 6<sup>e</sup> place alors que le Chili, lauréat de la Copa America, n'a pas bougé (5<sup>e</sup>).

Pour promouvoir "Oran JM 2021"

# Le cycliste Chouarfia fera un tour en VTT jusqu'à Istanbul

**L**e cycliste Norine Chouarfia entamera, le 18 août prochain, son périple Oran-Istanbul-Oran en VTT, sur une distance de 10.000 kilomètres à parcourir en 113 jours aller-retour, pour promouvoir l'évènement «Oran- Jeux méditerranéens 2021», a-t-on appris jeudi auprès de ce cycliste.

«Par cette traversée, mon objectif est de promouvoir la ville d'Oran pour l'important rendez-vous sportif international qu'elle accueillera en 2021», a-t-il précisé dans une déclaration en marge des préparatifs de son voyage. «Par la même occasion, je veux également

promouvoir le tourisme en Algérie, car notre pays regorge en sites merveilleux à découvrir tant par les nationaux que par la communauté algérienne résidant à l'étranger», a confié le sportif, âgé de 36 ans.

Domicilié à Oran, Norine Chouarfia a déjà à son actif deux périodes en solitaire, au Grand sud du pays et Oran-Tunis, deux parcours totalisant dans les deux sens plus de 2.000 km chacun, durant lesquels il a notamment mis en valeur l'importance de la protection de l'environnement et du respect du Code de la route. «Mon rêve, aujourd'hui, c'est de gagner la

capitale culturelle turque Istanbul et de revenir à Oran en marquant des haltes dans quelques villes du bassin méditerranéen pour promouvoir la richesse culturelle de mon pays», a-t-il indiqué.

Le cycliste prendra son départ le 18 août à partir d'Oran en direction du port de Ghazaouet d'où il gagnera par bateau l'autre rive de la Méditerranée.

Ensuite, il longera les côtes espagnoles, françaises et italiennes avant de traverser la Slovaquie, la Croatie, le Monténégro, l'Albanie, la Grèce puis la Turquie où il prévoit d'arriver

à Istanbul le 2 octobre. Le retour à Oran est fixé au 8 décembre.

Des escales de quelques jours sont programmées dans des villes comptant une forte présence de la communauté nationale au profit de laquelle le cycliste compte animer des ateliers sur les sites touristiques du pays.

Le coût global de l'opération est estimé à 2,6 millions de dinars, a-t-il fait savoir, saluant l'appui financier de sponsors parmi les opérateurs économiques privés ainsi que le soutien de la wilaya d'Oran et de la Fédération algérienne de cyclisme.

Tentative de putsch raté en Turquie

## Près de 76 000 fonctionnaires suspendus

Près de 76 000 fonctionnaires ont été suspendus depuis le coup d'Etat manqué du 15 juillet en Turquie, a annoncé le ministre turc de l'Intérieur, Ekan Ala.

«5 171 fonctionnaires ont été placés en détention et 16 899 ont été formellement arrêtés, a déclaré le ministre, cité par le journal turc *Hurriyet News*. «Au total, 190 militaires, dont neuf généraux, sont encore en fuite depuis le coup d'Etat avorté», a ajouté le ministre. Les derniers chiffres officiels faisaient état de 216 militaires, dont neuf généraux, toujours recherchés.

Le Parti de la justice et du développement (AKP), parti au pouvoir en Turquie, s'attache en ce moment à mettre au point des règlements qui permettraient d'éviter une nouvelle tentative de coup d'Etat.

Il a cependant précisé qu'une nouvelle tentative de ce type pourrait bien avoir lieu dans les cinq ou 10 années à venir si les institutions turques ne se démocratisaient pas.

«Nous pouvons affirmer que le danger le plus immédiat est en train de s'éloigner. Nous avons défini un grand nombre de règles, c'est ce que nous sommes en train de faire», a conclu le ministre. Hausse de la popularité du président Erdogan après le coup d'Etat avorté

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, enregistre une hausse spectaculaire de popularité, près de deux Turcs sur trois se déclarant favorables à sa politique après le coup d'Etat avorté de la nuit du 15 juillet, révèlent les sondages publiés jeudi.

«68% des personnes interrogées se sont déclarées satisfaites du travail accompli par M. Erdogan, ce qui représente une hausse de 21 points par rapport à juin», indique l'enquête de la société turque "Metropoll».

Il s'agit de la deuxième meilleure cote de popularité pour le dirigeant turc depuis qu'il a été Premier ministre, en 2012. M. Erdogan a été élu président en 2014 après trois mandats à la tête de l'exécutif. Ce sondage a été réalisé auprès de 1 275 personnes, du 28 juillet au 1<sup>er</sup> août, soit environ deux semaines après le putsch raté, par l'un des instituts de sondage les plus établis en Turquie.

Agence

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



MDN

## Treize contrebandiers arrêtés dans le sud du pays



**T**reize contrebandiers ont été arrêtés dans le sud du pays et 310 kg de kif traité saisis à Tlemcen par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a arrêté un contrebandier à la commune d'Oumache, wilaya de Biskra (4e RM), le 10 août 2016, à bord d'un camion chargé de 20 quintaux de tabac», précise-t-on de même source.

Un autre détachement «a appréhendé un contrebandier à Hamraïa, wilaya d'El Oued, à bord d'un camion chargé de 11 124 unités de différentes boissons».

A Tlemcen (2e RM), «un détachement de l'ANP a saisi un véhicule utilitaire chargé de 310 kg de kif traité», tandis qu'à Tébessa (5e RM) des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi un autre véhicule utilitaire chargé de 9 800 unités de produits pyrotechniques».

Par ailleurs, un détachement de l'ANP «a appréhendé, à In Guezzam (6e RM), 11 contrebandiers de nationalités africaines en possession de 3 kg de dynamite et des moyens de détonation».

APS

## Destruction de 866 mines durant le mois de juillet

**L**es unités de l'Armée nationale populaire ont découvert et détruit, durant le mois de juillet 2016, 866 mines dans le cadre des opérations de déminage le long de nos frontières Est et Ouest, a-t-on appris de source officielle.

Il s'agit de la destruction en 2<sup>ème</sup> Région militaire, d'une mine antipersonnel et une mine antigroupe, en 3<sup>ème</sup> Région militaire, de 36 mines

antipersonnel et en 5<sup>ème</sup> Région militaire, 828 mines antipersonnel.

Ce qui porte le total général des mines découvertes et détruites, à la date du 31 juillet 2016, à 840 505 mines, soit 697 042 mines antipersonnel, 137 814 mines antigroupes et 5 649 mines éclairantes, précise la même source.

APS

USA

## Un adolescent de 14 ans tué par la police de Los Angeles

**U**n adolescent de 14 ans a été tué à Los Angeles par des agents des forces de l'ordre, sur lesquels il aurait tiré, a annoncé la police mercredi.

L'incident a eu lieu dans le quartier populaire de Boyle Heights, et l'adolescent, Jesse Romero, est mort sur le coup, d'après le médecin légal. Le chef adjoint de la police de Los Angeles (LAPD) Robert Arcos a expliqué que

des agents étaient intervenus à la suite d'informations sur des actes de vandalisme et notamment «des inscriptions de gangs» réalisées par des adolescents de 14 à 16 ans.

Selon lui, un témoin aurait vu le jeune homme courir pour échapper aux policiers et tirer avec un pistolet en direction des officiers qui le poursuivaient.

Arcos n'a toutefois pas pu confirmer que l'offi-

## ACTU...

Saison estivale

## Mobilisation de 150 agents de sûreté pour renforcer la sécurité

Le service de wilaya de la sécurité publique de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au renforcement de leurs dispositifs en charge de la mise en oeuvre du plan de sécurité spécial saison estivale 2016 de 150 policiers supplémentaires pour assurer la sécurité au niveau des plages autorisées à la baignade, a précisé le lieutenant de police, Ghلام Kaaleb, en marge de l'opération de renforcement sécuritaire qui a concerné mercredi soir la plage El Djemila (La Madrague) et plusieurs plages et espaces publics relevant de la circonscription de la sûreté de Chéraga. Dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie sécuritaire et des dispositifs relatifs à la saison estivale 2016, élaborée par la direction générale de la Sûreté nationale (Dgns), les unités opérationnelles de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au renforcement du dispositif sécuritaire par des brigades de contrôle en vue de faciliter la circulation routière. Selon le responsable, aucun acte criminel n'a été signalé au niveau de la plage El Djemila à l'exception de quelques infractions au Code de la route et exploitation illégale des espaces publics.

Pakistan

## 13 blessés dans une explosion près d'un hôpital

Au moins 13 personnes, dont quatre agents de sécurité, ont été blessées jeudi matin dans une explosion près d'un hôpital de la ville de Quetta, chef-lieu de la province pakistanaise du Baloutchistan, selon les médias et des responsables locaux.

Sarfraz Bugti, ministre de l'Intérieur de la province, a indiqué qu'une bombe plantée en bord de route avait été déclenchée à distance au moment où le convoi d'un juge d'un tribunal religieux passait près de l'hôpital Al-Khair. Il a précisé que le juge n'avait pas été blessé, mais que la bombe avait touché un des véhicules de son convoi, blessant quatre agents de sécurité.

La charge explosive était de trois à quatre kilogrammes, a-t-il estimé.

La chaîne de télévision Dunya a précisé que 13 blessés avaient été transportés vers des hôpitaux voisins et que deux victimes se trouvaient dans un état critique.

Le Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, a convoqué mercredi les responsables civils et militaires pour discuter de la sécurité à Quetta. L'explosion de jeudi près d'un hôpital à Quetta est la deuxième du genre en l'espace de quatre jours. Lundi, une explosion visant des avocats dans un hôpital civil avait fait 73 morts et plus de 100 blessés.

ficier qui a tué Romero était lui-même en train d'essayer des tirs au moment où il a fait feu sur l'adolescent, ni si ce dernier appartenait à un gang. L'enquête est toujours en cours. Les agents portaient des caméras corporelles et les images seront examinées. Arcos a souligné que cette année, jusqu'à présent, quatre officiers avaient déjà fait l'objet de tirs et deux avaient été touchés.